

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/VNM/21

5 décembre 2001

(01-6202)

**Groupe de travail de
l'accession du Viet Nam**

Original: anglais

ACCESSION DU VIET NAM

Plan d'action pour la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC

Le gouvernement de la République socialiste du Viet Nam a communiqué le plan d'action suivant pour la mise en œuvre de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), en demandant qu'il soit distribué aux membres du Groupe de travail.

Plan d'action pour la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Obligations générales	Extraits des lois et règlements y afférents
Conformité avec les articles 1 ^{er} à 12 et l'article 19 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle en ce qui concerne les Parties II, III et IV de l'Accord sur les ADPIC. Article 2	<p><i>Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle:</i></p> <p>Le Viet Nam est partie à la Convention de Paris depuis le 8 mars 1949.</p>
D'après l'article 1 ^{er} , paragraphe 2) de la Convention de Paris, la propriété industrielle a pour objet les brevets d'invention, les modèles d'utilité, les dessins ou modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service, le nom commercial et les indications de provenance ou appellations d'origine, ainsi que la répression de la concurrence déloyale.	<p><i>Chapitre II de la sixième partie du Code civil (ci-après dénommé Code civil) et disposition du Décret gouvernemental n° 63/CP du 24 octobre 1996 sur le règlement détaillé concernant la propriété industrielle, tel qu'amendé par le Décret n° 06/2001/ND-CP du 1^{er} février 2001 (ci-après dénommé Décret n° 63/CP):</i></p> <p>Sont protégés les inventions, les solutions d'utilité (y compris les modèles d'utilité), les dessins et modèles industriels, les marques de fabrique ou de commerce (y compris les marques de services) et les appellations d'origine.</p> <p><i>Décret gouvernemental n° 54/2001/ND-CP du 3 mars 2001 sur la protection des droits de propriété industrielle, des secrets commerciaux, des indications géographiques, des noms commerciaux et sur la protection des droits contre la concurrence déloyale dans le domaine de la propriété industrielle (ci-après dénommé Décret n° 54/2001/ND-CP):</i></p> <p>Sont protégés les indications géographiques (à l'exception des appellations d'origine), les noms commerciaux et la protection contre la concurrence déloyale.</p> <p><i>Décret n° 13/2001/ND-CP du 20 avril 2001 sur la protection des nouvelles variétés végétales:</i></p> <p>Les nouvelles variétés végétales sont protégées.</p>
D'après l'article 1 ^{er} , paragraphe 3) de la Convention de Paris, la propriété industrielle s'applique non seulement à l'industrie et au commerce proprement dits, mais également au domaine des industries agricoles et extractives et à tous produits fabriqués ou naturels, par exemple: vins, grains, feuilles de tabac, fruits, bestiaux, minéraux, eaux minérales, bières, fleurs, farines.	La protection des droits de propriété industrielle prévue par le Code civil, le Décret n° 63/CP et le Décret n° 54/2001/ND-CP s'applique à tout secteur industriel et commercial dans le sens le plus large, y compris à l'agriculture, à l'industrie extractive et à l'industrie manufacturière.

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Obligations générales	Extraits des lois et règlements y afférents
D'après l'article 2 de la Convention de Paris, les ressortissants des parties à la Convention jouiront dans les autres pays parties des avantages que les lois respectives accordent aux nationaux et ont la même protection et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, sous réserve de l'accomplissement des conditions et formalités imposées aux nationaux.	<p><i>Code civil (article 837):</i></p> <p>Les droits de propriété industrielle détenus par des personnes physiques et morales étrangères à l'égard d'objets de propriété industrielle pour lesquels le titre de protection a été accordé par l'État sont protégés au titre de la législation de la République socialiste du Viet Nam et des conventions internationales auxquelles la République socialiste du Viet Nam est partie.</p> <p><i>Décret n° 63/CP (article 67.1 a):</i></p> <p>Les personnes physiques et morales étrangères qui relèvent de la Convention de Paris ont le droit de demander à ce que leurs droits de propriété industrielle soient protégés au Viet Nam et peuvent jouir de tous les droits et être assujetties à toutes les obligations au même titre que les entités vietnamiennes.</p>
L'article 3 de la Convention de Paris dispose que les ressortissants des pays non parties à la Convention qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux "effectifs et sérieux" sur le territoire d'une des parties sont assimilés aux ressortissants des pays parties à la Convention.	<p><i>Code civil (article 837):</i></p> <p>Les droits de propriété industrielle détenus par des personnes physiques et morales étrangères à l'égard d'objets de propriété industrielle pour lesquels le titre de protection a été accordé par l'État sont protégés au titre de la législation de la République socialiste du Viet Nam et des conventions internationales auxquelles la République socialiste du Viet Nam est partie.</p> <p><i>Décret n° 63/CP (article 67.1 a):</i></p> <p>Les personnes physiques et morales étrangères qui relèvent de la Convention de Paris ont le droit de demander à ce que leurs droits de propriété industrielle soient protégés au Viet Nam et peuvent jouir de tous les droits et être assujetties à toutes les obligations au même titre que les entités vietnamiennes.</p>
D'après l'article 4 A) de la Convention de Paris, un droit de priorité est accordé à celui qui aura régulièrement fait le dépôt d'une demande de brevet d'invention, d'un modèle d'utilité, d'un dessin ou modèle industriel, d'une marque de fabrique ou de commerce dans un pays membre de l'Union établie par la Convention. Les périodes de priorité sont de 12 mois pour les brevets et les modèles d'utilité, et de six mois pour les dessins ou modèles industriels et les marques de fabrique ou de commerce. L'article décrit avec précision les aspects techniques permettant d'accorder la priorité.	<p><i>Décret n° 63/CP (article 17):</i></p> <p>Le demandeur d'un titre de protection pour une invention, une solution d'utilité, un dessin ou modèle industriel ou une marque de fabrique ou de commerce peut demander à avoir la priorité aux motifs d'une ou plusieurs demandes qui ont été précédemment déposées dans un autre pays pour le même objet (la ou les premières demandes). Le délai pour le dépôt d'une demande d'un titre de protection est de 12 mois à compter de la première date de dépôt d'une demande pour une invention et une solution d'utilité; de six mois à compter de la première date de dépôt d'une demande pour un dessin ou modèle industriel et une marque de fabrique ou de commerce.</p> <p>Afin de jouir d'un droit de priorité, le demandeur doit acquitter une taxe appropriée et, dans un délai de trois mois à compter de la date du dépôt de la demande, communiquer à l'Office national de la propriété industrielle du Viet Nam une copie de la ou des premières demandes certifiées par le bureau de réception des demandes.</p>
L'article 4bis dispose que les brevets obtenus pour la même invention dans différents pays parties à la Convention de Paris sont indépendants les uns des autres.	La législation et les règlements vietnamiens relatifs aux brevets ne contiennent aucune disposition prévoyant que la protection d'une invention au Viet Nam est fonction de la protection dont l'invention jouit dans d'autres pays.

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Obligations générales	Extraits des lois et règlements y afférents
L'article 4 ^{ter} dispose que l'inventeur a le droit d'être mentionné comme tel dans le brevet.	<i>Décret n° 63/CP (article 48):</i> Le ou les créateurs d'inventions ont le droit d'être nommés dans le brevet.
D'après l'article 4 ^{quater} , la délivrance d'un brevet ne pourra être refusée et un brevet ne pourra être invalidé pour le motif que la vente du produit breveté ou obtenu par un procédé breveté est soumise à des restrictions ou limitations.	La législation et les règlements vietnamiens relatifs aux brevets ne contiennent aucune disposition permettant le rejet ou l'invalidation d'un brevet aux motifs que la vente d'un produit breveté ou d'un produit fabriqué selon un procédé breveté fait l'objet de restrictions ou de limitations sous quelque forme que ce soit.
D'après l'article 5 A) 1), l'importation d'un produit breveté fabriqué dans un pays Membre de l'Union établie par la Convention ne pourra pas entraîner la déchéance du brevet. L'article 5 A) 2) et 3) permet aux pays le recours à des procédures d'octroi de licences obligatoires aux fins de prévenir les abus, tels que la faute d'exploitation; la déchéance du brevet ne peut cependant être prévue que si l'imposition d'une procédure d'octroi de licence obligatoire n'était pas suffisante pour prévenir ces abus. Une action en déchéance ou en révocation ne peut être introduite qu'après deux ans à compter de l'octroi de la première licence obligatoire.	La législation et les règlements vietnamiens relatifs aux brevets ne contiennent aucune disposition concernant la déchéance d'un brevet en raison de l'importation d'un produit breveté fabriqué dans un pays membre de l'Union établie par la Convention de Paris. La législation et les règlements vietnamiens relatifs aux brevets ne contiennent aucune disposition concernant la déchéance ou la révocation d'un brevet afin de prévenir les abus même lorsque la délivrance d'une licence non volontaire ne serait pas suffisante pour prévenir les infractions aux droits découlant d'un brevet.
L'article 5 A) 4) interdit l'application d'une licence obligatoire pour cause de défaut d'exploitation avant l'expiration d'un délai de quatre ans à compter du dépôt de la demande de brevet ou de trois ans à compter de la délivrance du brevet et aucune licence obligatoire ne doit être octroyée si le breveté justifie le défaut d'exploitation. L'article 5 B) interdit toute violation des dessins et modèles industriels pour défaut d'exploitation ou pour l'importation d'objets conformes à ceux qui sont protégés.	<i>Décret n° 63/CP (article 51.2):</i> L'octroi d'une licence non volontaire ne doit être appliqué que lorsque le titulaire de droits de propriété industrielle, sans motifs raisonnables, n'utilise pas l'objet de propriété industrielle ou ne l'utilise pas conformément aux besoins du pays en matière de développement économique et social, et ne doit être appliqué qu'après expiration d'un délai de quatre ans à compter du dépôt de la demande de brevet ou de trois ans à compter de la date de délivrance du brevet. Une licence non volontaire n'est pas octroyée si le titulaire de droits de propriété industrielle, pour des motifs raisonnables, n'utilise pas l'objet de propriété industrielle ou ne l'utilise pas conformément aux besoins du pays en matière de développement économique et social. Une licence non volontaire est non exclusive. Le titulaire d'une licence non volontaire n'est pas autorisé à la transférer à d'autres, sauf lorsque c'est une entreprise tout entière qui utilise cette licence. La législation et les règlements vietnamiens relatifs aux brevets ne contiennent aucune disposition concernant la déchéance de dessins ou modèles industriels pour défaut d'exploitation ou en cas d'importation de produits conformes à ceux qui sont protégés.

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Obligations générales	Extraits des lois et règlements y afférents
D'après l'article 5 C), il n'est pas possible de radier une marque en cas d'un non-usage injustifié avant l'expiration d'un délai raisonnable et le propriétaire peut utiliser, sous une forme qui diffère, des éléments qui n'altèrent pas le caractère distinctif de la marque sans pour autant entraîner l'invalidation de l'enregistrement ou diminuer la protection accordée à la marque. L'usage simultané de la marque par un copropriétaire est autorisé dans la mesure où le public n'est pas induit en erreur.	<p><i>Décret n° 63/CP (article 28.2.c):</i></p> <p>La validité d'un certificat d'enregistrement de la marque de fabrique ou de commerce prend fin à la demande d'une tierce partie si le propriétaire n'a pas utilisé la marque de fabrique ou de commerce sans raisons légitimes pendant cinq années consécutives.</p> <p>La législation et les règlements vietnamiens ne contiennent aucune disposition permettant d'annuler ou de limiter la protection en cas d'utilisation d'éléments différents qui n'altèrent pas le caractère distinctif de la marque de fabrique ou de commerce enregistrée.</p> <p>La législation et les règlements vietnamiens relatifs aux marques de fabrique ou de commerce n'autorisent pas la copropriété d'une marque, à l'exception des marques collectives. Il n'existe que des dispositions sur l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce par un copropriétaire d'une marque collective, qui relève du régime commun de la collectivité propriétaire de la marque en question.</p> <p>Il apparaît nécessaire de prendre en considération la modification ou l'abrogation des dispositions suivantes:</p> <p><i>Décret gouvernemental n° 12/1999/ND-CP du 6 mars 1999 sur les mesures administratives appliquées en cas de violations dans le domaine de la propriété industrielle (article 6.1.c):</i></p> <p>L'usage d'une marque de fabrique ou de commerce, d'une appellation d'origine d'une marchandise, ou d'un dessin ou modèle industriel sous une forme qui diffère de la marque ou de l'appellation enregistrée, tout en indiquant que la marque de fabrique ou de commerce, l'appellation d'origine de la marchandise et le dessin ou modèle industriel sont enregistrés, constitue une violation des règlements relatifs à l'indication de la protection de la propriété industrielle, et peut faire l'objet d'une amende ou d'une mise en garde.</p>
D'après l'article 5 D), la protection des brevets, des marques déposées et des dessins et modèles industriels ne peut être [assujettie à la présence d'un signe sur les produits].	La législation et les règlements vietnamiens relatifs à la propriété industrielle ne contiennent pas de disposition précisant que la protection n'existe que s'il y a indication, sur les produits, des inventions, solutions d'utilités, dessins et modèles et marques de fabrique ou de commerce qui sont protégés.
L'article 5bis dispose qu'un délai de grâce de six mois au minimum sera accordé pour le paiement des taxes prévues pour le maintien des droits de propriété industrielle, le versement d'une surtaxe étant envisageable. Les pays ont la faculté de prévoir la restauration des brevets tombés en déchéance pour non-paiement de taxes.	<p><i>Circulaire n° 3055/TT-SHCN du 31 décembre 1996 portant application des règlements du Décret n° 63/CP (ci-après dénommée Circulaire n° 3055/TT-SHCN) (Point 27):</i></p> <p>Le délai pour le paiement des taxes de maintien est de six mois avant la date d'expiration des titres de protection.</p> <p>Ces taxes de maintien peuvent être acquittées après le délai mentionné ci-dessus, mais au plus tard six mois après la date d'expiration. Dans ce cas, une surcharge de 10 pour cent des taxes dues doit être payée.</p> <p>Des dispositions relatives à la restauration d'un brevet déchu en raison du non-paiement des taxes annuelles devraient être introduites dans un texte remplaçant la Circulaire n° 3055/TT-SHCN et dont la promulgation est prévue pour 2001.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Obligations générales	Extraits des lois et règlements y afférents
L'article 5ter dispose que les pays parties à la Convention ne sont pas autorisés à employer des moyens brevetés à bord d'un navire, d'un aéronef ou d'un véhicule terrestre se trouvant temporairement ou accidentellement dans le territoire du pays partie concerné.	<i>Décret n° 63/CP (article 52.1.c):</i> L'usage de moyens brevetés afin d'assurer le fonctionnement de moyens de transport étrangers entrant ou se trouvant temporairement sur le territoire vietnamien n'est pas considéré comme portant atteinte aux droits de propriété industrielle.
D'après l'article 5quater, les détenteurs d'un brevet protégeant un procédé ont, à l'encontre d'un produit importé fabriqué au moyen du procédé breveté, tous les droits qu'ils auraient à l'égard de produits fabriqués chez eux.	<i>Décret n° 63/CP (article 34.1):</i> Les détenteurs de brevets de procédé jouissent des droits à l'égard des produits importés fabriqués au moyen du procédé breveté, droits qui sont équivalents à ceux qu'ils auraient à l'égard des produits fabriqués au Viet Nam: les droits de mise en circulation, de promotion, de mise en vente et de stockage en vue de la vente sont les mêmes pour les produits fabriqués à l'étranger, puis importés au Viet Nam et les produits fabriqués au Viet Nam, si les produits importés comme les produits nationaux ont été fabriqués au moyen du procédé breveté sans la permission du détenteur du brevet.
L'article 5quinquies prévoit la protection des dessins et modèles industriels dans les pays parties à la Convention.	Les dessins et modèles industriels sont protégés au titre des dispositions du Code civil, du Décret n° 63/CP et de règlements établissant des lignes directrices en matière de mise en œuvre.
L'article 6 dispose que les conditions de dépôt et d'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce sont déterminées par la législation nationale du pays concerné, mais également que le dépôt et l'enregistrement sont indépendants de ceux effectués dans d'autres pays, y compris le pays d'origine.	La législation et les règlements vietnamiens relatifs aux marques de fabrique ou de commerce prévoient des procédures pour le dépôt et l'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce qui sont indépendantes des procédures correspondantes appliquées dans les autres pays, y compris le pays d'origine.
L'article 6bis exige que les parties, soit d'office si la législation du pays le permet soit à la demande de l'intéressé, refusent ou, pendant un délai de cinq ans au moins, annulent l'enregistrement d'une marque de commerce ou de fabrique similaire à une marque notoirement connue, qui serait donc susceptible de créer une confusion. Il n'est pas fixé de délai dans le cas d'une marque utilisée de mauvaise foi.	<i>Décret n° 63/CP (article 6.1.e):</i> Une marque ne remplit pas les conditions d'enregistrement si elle est identique à la marque de fabrique ou de commerce notoirement connue d'une autre personne, ou si elle est similaire et donc susceptible de créer une confusion avec celle-ci. <i>Décret n° 63/CP (article 29):</i> Un certificat d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce sera invalidé à la demande d'une tierce partie si la marque de fabrique ou de commerce ne satisfait pas aux prescriptions en matière de protection. <i>Décret n° 63/CP (article 6):</i> Par marque notoirement connue on entend toute marque utilisée de manière continue pour des produits et services réputés et donc largement connus.

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Obligations générales	Extraits des lois et règlements y afférents
L'article 6ter exige que les parties refusent ou invalident l'enregistrement d'une marque qui comprendrait, sans autorisation, des armoiries, des drapeaux, des emblèmes d'État, des signes et poinçons officiels, etc. Une exception est prévue pour les titulaires de droits acquis de bonne foi avant l'entrée en vigueur de la Convention dans le pays concerné.	<p><i>Décret n° 63/CP (article 6.2, points e et g):</i></p> <p>Les signes suivants ne sont pas protégés à titre de marques de fabrique ou de commerce, aucune exception n'étant admise:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les signes identiques ou similaires à des marques de qualité, de contrôle, de garantie, etc. utilisées par le Viet Nam, par des pays étrangers ou par des organisations internationales; - les signes, susceptibles de créer une confusion, similaires à l'image de drapeaux nationaux, d'emblèmes nationaux, etc., à moins que l'usage de ceux-ci soit autorisé par les autorités compétentes.
L'article 6quarter dispose que le transfert d'une marque ne sera valide que si la partie de l'entreprise ou du fond de commerce, avec le droit exclusif de fabriquer et de vendre les produits portant la marque, est également transférée.	La législation et les règlements vietnamiens relatifs à la propriété industrielle ne contiennent aucune disposition prévoyant que le transfert d'une marque de fabrique ou de commerce doit être effectué simultanément au transfert de l'entreprise ou de la réputation de l'entreprise.
L'article 6quinquies prévoit que les marques de fabrique ou de commerce régulièrement enregistrées dans un pays partie à la Convention seront admises au dépôt dans d'autres pays parties à la Convention, sous certaines réserves, et établit les conditions auxquelles une marque de fabrique ou de commerce peuvent être refusées à l'enregistrement ou invalidées.	<p>La législation et les règlements vietnamiens relatifs à la propriété industrielle ne contiennent aucune disposition prévoyant la limitation du dépôt de marques de fabrique ou de commerce enregistrées dans un pays partie à la Convention.</p> <p><i>Décret n° 63/CP (article 6):</i></p> <p>Les conditions de refus d'enregistrement, de déchéance ou d'invalidation d'une marque de fabrique ou de commerce sont conformes à l'article 6quinquies de la Convention de Paris et s'appliquent à toutes les marques de fabrique ou de commerce, qu'elles soient enregistrées ou non dans d'autres pays.</p>
L'article 6sexies dispose que les parties à la Convention de Paris "s'engagent" à protéger les marques de service et qu'ils ne sont pas tenus de prévoir l'enregistrement de ces marques.	<p><i>Code civil (article 785):</i></p> <p>Une marque de fabrique ou de commerce est un signe utilisé pour distinguer les produits ou les services de même type mais fabriqués ou fournis par différentes entreprises. La législation et les règlements relatifs aux marques de fabrique ou de commerce, y compris les dispositions portant sur les procédures d'enregistrement, sont appliqués tant aux marques de fabrique et de commerce qu'aux marques de service.</p>
L'article 6septies dispose que les titulaires de marques de fabrique ou de commerce peuvent s'opposer à l'enregistrement ou demander la radiation de l'enregistrement de leurs marques qui aurait été demandé par leur agent ou leur représentant sans leur autorisation "à moins que cet agent ou représentant ne justifie ses agissements".	<p>Il n'existe aucune disposition permettant à un propriétaire étranger de s'opposer à l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce demandé par son agent ou représentant.</p> <p>Cependant, d'après l'article 837 du Code civil, les marques de fabriques appartenant à des étrangers sont protégées au titre de la législation vietnamienne et des traités internationaux auxquels le Viet Nam est partie.</p> <p>Ainsi, sur la base de l'article 6septies de la Convention de Paris, le propriétaire d'une marque de fabrique ou de commerce a le droit de s'opposer à la délivrance d'un certificat d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce (selon les procédures prévues à l'article 27 du Décret n° 63/CP) et de demander l'invalidation du certificat d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce (selon les procédures et conditions prévues à l'article 29 du Décret n° 63/CP).</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Obligations générales	Extraits des lois et règlements y afférents
L'article 7 dispose que la nature des produits auxquels une marque de fabrique ou de commerce est appliquée ne peut en aucun cas constituer un obstacle à l'enregistrement de la marque. (L'article 15:4 de l'Accord sur les ADPIC contient les mêmes termes.)	Il n'existe aucune disposition permettant le refus d'un certificat d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce sur la base de la nature des produits et des services auxquels une marque s'applique.
L'article 7bis dispose que les parties à la Convention s'engagent à permettre l'enregistrement des marques collectives appartenant à des associations dont l'existence n'est pas contraire à la loi du pays d'origine, même si les associations ne sont pas établies dans le pays où la protection est demandée.	<i>Décret n° 63/CP (article 14.2.d):</i> Le droit de demander l'enregistrement d'une marque collective appartient aux personnes physiques ou morales représentant la collectivité de personnes physiques ou morales ou d'autres entités, auxquelles s'applique un régime commun pour l'usage de la marque de fabrique ou de commerce en question. Une association peut également être considérée comme une collectivité; elle a donc le droit de demander l'enregistrement d'une marque collective. Aucune disposition n'exige que l'association soit établie au Viet Nam.
L'article 8 dispose que les noms commerciaux sont protégés par les pays parties à la Convention sans qu'il soit nécessaire de les enregistrer, que ces noms fassent ou non partie d'une marque de fabrique ou de commerce.	<i>Décret n° 54/2000/ND-CP (article 5):</i> Les droits de propriété industrielle de noms commerciaux sont établis automatiquement lorsque toutes les prescriptions sont remplies, sans qu'il soit nécessaire de les enregistrer auprès des organes publics compétents. Aucune disposition n'établit de distinction entre les noms commerciaux faisant partie d'une marque de fabrique ou de commerce et ceux qui n'en sont pas parties.
L'article 9 exige la saisie à l'importation ou l'exclusion des produits portant une marque de fabrique ou de commerce ou un nom commercial sans autorisation, à moins que la législation du pays concerné ne prévoie aucune de ces mesures, dans quel cas des mesures et moyens applicables aux produits nationaux doivent être applicables.	<i>Décret n° 12/1999/ND-CP (article 12):</i> Les autorités douanières peuvent prendre des mesures à l'encontre de l'importation de marchandises portant une marque de fabrique ou de commerce sans autorisation. <i>Décret n° 54/2000/ND-CP (article 21):</i> Le propriétaire d'un nom commercial protégé par les droits de propriété industrielle a le droit de demander à ce que soient traités les cas de violations des droits de propriété industrielle affectant ce nom commercial. Les mesures concernant les contrôles à la frontière en matière de propriété industrielle et liés à l'importation et l'exportation de marchandises seront prévues dans une Circulaire conjointe publiée par le Ministère des sciences, de la technologie et de l'environnement et la Direction générale des douanes.

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Obligations générales	Extraits des lois et règlements y afférents
L'article 10 applique l'obligation prévue à l'article 9 à l'usage direct ou indirect d'indications fausses concernant la provenance des marchandises, ou d'indications fausses concernant l'identité du producteur, du fabricant ou du commerçant des marchandises.	<p><i>Décret n° 54/2000/ND-CP (article 24.1):</i></p> <p>Par actes de concurrence déloyale en matière de propriété industrielle on entend l'usage d'indications commerciales visant à fausser la perception et les informations relatives à une entité commerciale, un établissement commercial, une activité commerciale, un produit et/ou un service, dans le but:</p> <ul style="list-style-type: none"> - de tirer avantage du prestige et de la réputation d'autres producteurs et/ou d'autres entités commerciales pour ses propres activités commerciales; - de porter atteinte au prestige et à la réputation d'autres entités commerciales; - de créer une confusion quant à la provenance, aux méthodes de production, aux propriétés, à la qualité, à la quantité et à d'autres caractéristiques de produits et/ou de services; ou quant aux conditions de fourniture de produits et/ou de services, auprès des consommateurs cherchant à reconnaître et à choisir des produits et/ou des services ou des activités commerciales. <p><i>Décret n° 54/2000/ND-CP (article 25):</i></p> <p>Les organisations et les individus qui sont lésés ou risquent d'être lésés par des actes de concurrence déloyale dans le domaine de la propriété industrielle ont le droit de demander aux organes de l'État compétents d'intimer à l'auteur d'actes de concurrence déloyale l'ordre de cesser de telles pratiques et de compenser le dommage causé; d'imposer des sanctions à l'auteur d'actes de concurrence déloyale ou de lui faire porter la responsabilité pénale de tels actes. Les associations de consommateurs et les associations professionnelles d'organisations et d'individus peuvent exercer le droit mentionné ci-dessus au nom de leurs membres.</p> <p><i>Décret n° 54/2000/ND-CP (article 27):</i></p> <p>Les organisations et les individus qui commettent des actes de concurrence déloyale dans le domaine de la propriété industrielle, en fonction de la nature et de la gravité de ces actes, feront l'objet de mesures administratives ou seront poursuivis pour responsabilité pénale. Si un dommage est causé, une compensation sera due en conséquence, en conformité avec les dispositions légales.</p> <p>Les dispositions mentionnées ci-dessus s'appliquent aux produits importés à la frontière et à ceux circulant sur le marché interne.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Obligations générales	Extraits des lois et règlements y afférents
<p>L'article 10<i>bis</i> dispose que les parties à la Convention sont tenues d'accorder une protection contre la concurrence déloyale, y compris contre les actes créant une confusion, de nature diverse, quant aux produits ou aux activités d'un concurrent, consistant en de fausses allégations quant à un concurrent, ou étant susceptibles d'induire le public en erreur sur les produits d'un concurrent.</p>	<p><i>Décret n° 54/2000/ND-CP (article 24.1):</i></p> <p>Par actes de concurrence déloyale en matière de propriété industrielle on entend l'usage d'indications commerciales visant à fausser la perception et les informations relatives à une entité commerciale, un établissement commercial, une activité commerciale, un produit et/ou un service, dans le but:</p> <ul style="list-style-type: none"> - de tirer avantage du prestige et de la réputation d'autres producteurs et/ou d'autres entités commerciales pour ses propres activités commerciales; - de porter atteinte au prestige et à la réputation d'autres entités commerciales; - de créer une confusion quant à la provenance, aux méthodes de production, aux propriétés, à la qualité, à la quantité et à d'autres caractéristiques de produits et/ou de services; ou quant aux conditions de fourniture de produits et/ou de services, auprès des consommateurs cherchant à reconnaître et à choisir des produits et/ou des services ou des activités commerciales. <p><i>Décret n° 54/2000/ND-CP (article 25):</i></p> <p>Les organisations et les individus qui sont lésés ou risquent d'être lésés par des actes de concurrence déloyale dans le domaine de la propriété industrielle ont le droit de demander aux organes de l'État compétents d'intimer à l'auteur d'actes de concurrence déloyale l'ordre de cesser de telles pratiques et de compenser le dommage causé; d'imposer des sanctions à l'auteur d'actes de concurrence déloyale ou de lui faire porter la responsabilité pénale de tels actes. Les associations de consommateurs et les associations professionnelles d'organisations et d'individus peuvent exercer le droit mentionné ci-dessus au nom de leurs membres.</p> <p><i>Décret n° 54/2000/ND-CP (article 27):</i></p> <p>Les organisations et les individus qui commettent des actes de concurrence déloyale dans le domaine de la propriété industrielle, en fonction de la nature et de la gravité de ces actes, feront l'objet de mesures administratives ou seront poursuivis pour responsabilité pénale. Si un dommage est causé, une compensation sera due en conséquence, en conformité avec les dispositions légales.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Obligations générales	Extraits des lois et règlements y afférents
L'article 10 ^{ter} dispose que les parties à la Convention s'engagent à assurer aux ressortissants des autres pays des recours légaux pour réprimer les actes dont il est fait mention aux articles 9, 10 et 10 ^{bis} , et à prévoir des mesures pour permettre aux syndicats et aux associations représentant des entreprises étrangères, sur une base réciproque, d'agir en justice et auprès des autorités administratives de manière à réprimer ces actes.	<p><i>Code civil (article 796):</i></p> <p>Le propriétaire d'un objet de propriété industrielle a le droit de demander à l'autorité de l'État compétente d'intimer à l'auteur d'actes de concurrence déloyale l'ordre de cesser de telles pratiques et de compenser le dommage causé.</p> <p><i>Décret n° 63/CP (article 54):</i></p> <p>Les droits de propriété industrielle sont protégés par le gouvernement. Tout acte de violation de droits de propriété industrielle est strictement interdit et sera traité conformément aux dispositions légales. Les mesures prises à l'encontre d'une violation d'un droit de propriété industrielle seront appliquées conformément à la législation et aux règlements en matière de procédure civile.</p> <p>Toutes mesures d'exécution et toutes mesures correctives sont appliquées à l'ensemble des propriétaires d'objets de propriété industrielle, qu'ils soient vietnamiens ou étrangers, sans distinction.</p> <p><i>Décret n° 54/2000/ND-CP (article 25.2):</i></p> <p>Les associations de consommateurs et les associations professionnelles d'organisations et d'individus peuvent, au nom de leurs membres, exercer le droit de demander aux autorités compétentes l'exécution des droits à l'encontre d'actes de concurrence déloyale.</p>
L'article 11 dispose que les parties à la Convention doivent accorder une protection temporaire, conformément à leur législation nationale, aux inventions brevetables, aux modèles d'utilité, aux dessins et modèles industriels et aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits présentés aux expositions internationales officielles ou reconnues officiellement tenues sur leur territoire.	<p><i>Décret n° 63/CP (article 17):</i></p> <p>Les demandeurs d'un titre de protection pour une invention, une solution d'utilité, un dessin ou modèle industriel, ou une marque de fabrique ou de commerce peuvent demander à être prioritaires si l'objet décrit dans la demande a été présenté lors d'une exposition internationale officielle ou reconnue officiellement, organisée au Viet Nam ou dans un autre pays. Les demandeurs doivent présenter le document attestant la présentation lors de l'exposition dans un délai de trois mois à compter de la date de dépôt de la demande.</p>
L'article 12 dispose que les parties à la Convention doivent établir des bureaux de propriété industrielle pour les brevets, les modèles d'utilité, les dessins et modèles industriels et les marques de fabrique ou de commerce, qui seront chargés de communiquer au public, au moyen de la publication d'une feuille périodique, les noms des titulaires de brevets, accompagnés d'une brève désignation de leurs inventions, et la reproduction des marques enregistrées.	L'Office national de la propriété industrielle du Viet Nam, créé en 1982, est l'autorité compétente chargée d'effectuer les procédures d'octroi des titres de protection en ce qui concerne les objets de propriété industrielle, et d'organiser les activités d'information en matière de propriété industrielle, y compris la publication du Journal officiel de la propriété industrielle dont le contenu doit être conforme aux prescriptions prévues à l'article 12 de la Convention de Paris.

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Obligations générales	Extraits des lois et règlements y afférents
L'article 19 autorise les parties à la Convention à prendre séparément, entre elles, des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, dans la mesure où ces arrangements ne contreviennent pas aux dispositions de la Convention de Paris.	Le Viet Nam a signé des accords bilatéraux sur la protection de la propriété intellectuelle avec la Suisse et les États-Unis. Les dispositions relatives à la protection de la propriété industrielle contenues dans ces accords ne contreviennent pas à celles de la Convention de Paris.
Traitement national, avec exceptions prévues par les Conventions de Paris, de Berne et de Rome. Article 3	<p><i>Décret n° 63/CP (article 67.1.a) et Décret n° 54/2000/ND-CP (article 2.2.a):</i></p> <p>Les personnes physiques ou morales étrangères qui jouissent des droits conformément à la Convention de Paris auront le droit de demander la protection de leurs droits de propriété industrielle au Viet Nam, jouiront de tous les droits et seront assujetties à toutes les obligations au même titre que les Vietnamiens.</p> <p>Concernant les droits d'auteur et les droits connexes:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) D'après les principes juridiques généraux en vigueur au Viet Nam et l'article 836 du Code civil, promulgué en 1995 et entré en vigueur le 1^{er} juillet 1996, dès l'accession du Viet Nam à l'OMC, les ressortissants des autres pays parties à l'Accord sur les ADPIC bénéficieront du traitement national en matière de droits d'auteur et de droits connexes sur le territoire du Viet Nam, conformément aux dispositions de la Convention de Berne et de la Convention de Rome. ii) Les principales lois en matière de droits d'auteur et de droits connexes en vigueur au Viet Nam ne comprennent aucune disposition prévoyant une distinction entre Vietnamiens et étrangers en ce qui concerne l'acquisition ou le maintien de la protection pour les objets susceptibles d'en bénéficier. iii) D'après le plan d'action pour la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC en vue de l'accession à l'OMC, le traitement national sera garanti par des dispositions directes contenues dans de nouveaux règlements et par des règlements modifiant ou complétant les règles existantes.

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Obligations générales	Extraits des lois et règlements y afférents
Traitement de la nation la plus favorisée, avec liste d'exceptions. Article 4	<p>La législation et les règlements vietnamiens ne contiennent aucune disposition discriminant les entités étrangères.</p> <p>Exception faite des droits d'auteur et des droits connexes:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) D'après les principes juridiques généraux en vigueur au Viet Nam et l'article 836 du Code civil, promulgué en 1995 et entré en vigueur le 1^{er} juillet 1996, dès l'accession du Viet Nam à l'OMC, les ressortissants des autres pays parties à l'Accord sur les ADPIC bénéficieront du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits d'auteur et les droits connexes sur le territoire du Viet Nam, conformément aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC. ii) La législation sur les droits d'auteur et les droits connexes en vigueur au Viet Nam établit une distinction entre les ressortissants de différents pays étrangers en ce qui concerne la protection des droits d'auteur et des droits connexes. Cette discrimination découle du fait que le Viet Nam a signé des accords bilatéraux avec les États-Unis (1997) et la Suisse (1990), bien qu'il ne soit pas encore partie à des accords multilatéraux. iii) D'après le plan d'action pour la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC en vue de l'accession à l'OMC, le traitement de la nation la plus favorisée sera garanti par des dispositions directes contenues dans de nouveaux règlements et par des règlements modifiant ou complétant les règles existantes. <p>La Circulaire n° 23/TT-TCT du 9 mai 1997 prévoit des taux de taxes différents pour les Vietnamiens et les étrangers. Il est nécessaire de considérer la modification de ces dispositions.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Droits d'auteur et droits connexes	Instruments juridiques relatifs aux droits d'auteur et aux droits connexes en vigueur au Viet Nam
Conformité avec les articles 1 ^{er} à 21 de la Convention de Berne, à l'exception des articles 6 <i>bis</i> et 9:1.	<ul style="list-style-type: none"> i) Les règlements relatifs aux droits d'auteur et aux droits connexes actuellement en vigueur au Viet Nam sont fondamentalement conformes aux principales normes des articles 1^{er} à 21 de la Convention de Berne. ii) Il existe cependant certaines dispositions vietnamiennes sur les droits d'auteur qui ne sont pas entièrement conformes aux dispositions correspondantes de la Convention de Berne en termes de contenu, de formulation et de niveau de détail. Ces points divergents seront éclaircis dans la partie suivante. iii) D'après le plan d'action pour la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC en vue de l'accession à l'OMC, la pleine conformité des dispositions vietnamiennes relatives aux droits d'auteur et aux droits connexes avec celles de la Convention de Berne sera garantie par des dispositions directes contenues dans de nouveaux règlements et par des règlements modifiant ou complétant les règles existantes.
L'article 2 définit "les œuvres littéraires et artistiques" comme "toutes les productions du domaine littéraire, scientifique et artistique, quel qu'en soit le mode ou la forme d'expression", tout en donnant quelques exemples. L'article 2 <i>bis</i> prévoit des limitations quant aux discours.	<ul style="list-style-type: none"> i) La définition des objets pouvant bénéficier d'une protection donnée à l'article 747 du Code civil est semblable à celle prévue à l'article 2 de la Convention de Berne. ii) Le Code civil ne contient aucune exemption telle que celle prévue à l'article 2<i>bis</i>, les œuvres protégées doivent être créées sous une forme déterminée.
L'article 3 dispose que la protection est accordée aux œuvres d'auteurs qui sont des ressortissants des pays membres de l'Union établie par la Convention de Berne et aux œuvres d'auteurs qui sont des ressortissants de pays non membres si elles sont publiées simultanément dans un pays membre et dans un pays étranger à l'Union.	L'article 836 du Code civil dispose que la protection sera accordée, au Viet Nam, aux œuvres d'individus étrangers, conformément aux dispositions des traités internationaux que le Viet Nam a signés ou auxquels il est partie, y compris dans les cas fondés sur des normes relatives à la nationalité de l'auteur et à la publication simultanée des œuvres concernées.
L'article 4 dispose que la protection est accordée aux œuvres cinématographiques ne relevant pas de l'article 3 si le producteur a son siège ou sa résidence habituelle dans un pays membre de l'Union, et aux œuvres d'architecture ou aux œuvres artistiques qui sont incorporées dans un immeuble ou une structure située dans un pays membre de l'Union.	L'article 836 du Code civil dispose que la protection sera accordée, au Viet Nam, aux œuvres d'individus étrangers, conformément aux dispositions des traités internationaux que le Viet Nam a signés ou auxquels il est partie, y compris dans les cas fondés sur des normes relatives au siège ou à la résidence habituelle du producteur d'œuvres cinématographiques et les cas où les œuvres d'architecture sont incorporées dans un immeuble ou une structure.

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
L'article 5 dispose que les auteurs jouissent des droits prévus par la Convention de Berne et de tout autre droit qu'un pays accorde aux œuvres sur la base du traitement national sans qu'ils soient subordonnés à aucune formalité.	<p>i) L'article 836 du Code civil dispose que la protection sera accordée, au Viet Nam, aux œuvres d'individus étrangers, conformément aux dispositions des traités internationaux que le Viet Nam a signés ou auxquels il est partie, y compris pour l'application du traitement national.</p> <p>ii) L'article 754 du Code civil dispose qu'un droit d'auteur est effectif à partir du moment où une œuvre est créée sous une forme déterminée. L'article 762 dispose qu'il n'est pas obligatoire de déposer une demande pour obtenir la protection des œuvres.</p>
L'article 7 dispose que la durée de la protection pour droits d'auteur s'étend jusqu'à 50 ans après la mort de l'auteur. Des délais spéciaux sont autorisés pour les œuvres cinématographiques, les œuvres anonymes ou pseudonymes, les œuvres photographiques et les œuvres des arts appliqués.	L'article 766 du Code civil prévoit une durée de la protection conforme à l'article 7 de la Convention de Berne.
L'article 8 accorde à l'auteur d'œuvres protégées le droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de ses œuvres.	L'article 751.2.c du Code civil dispose que l'auteur a le droit d'autoriser la traduction de l'œuvre.
L'article 9 dispose que les auteurs jouissent du droit exclusif d'autoriser la reproduction de l'œuvre, de quelque manière ou sous quelque forme que ce soit, à la seule exception que cette reproduction ne doit pas porter atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ni ne cause un préjudice injustifié aux intérêts légitimes de l'auteur.	<p>i) L'article 751.2.c du Code civil dispose que l'auteur a le droit d'autoriser la reproduction de l'œuvre.</p> <p>ii) L'article 760 du Code civil prévoit un principe de restriction des droits exclusifs de l'auteur en conformité avec l'article 9 de la Convention de Berne.</p> <p>iii) L'article 761 du Code civil prévoit une restriction des droits exclusifs de l'auteur en cas de "libre utilisation", aucune permission ni rémunération de l'auteur n'étant alors requises.</p>
Les articles 10 et 10 <i>bis</i> définissent certaines possibilités de "libre utilisation des œuvres".	L'article 761 du Code civil définit certaines "libres utilisations des œuvres" en conformité avec les articles 10 et 10 <i>bis</i> de la Convention de Berne.
Les articles 11, 11 <i>bis</i> et 11 <i>ter</i> disposent que l'auteur d'œuvres dramatiques, dramatico-musicales et musicales et de leurs traductions, ainsi que les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques jouissent du droit exclusif d'autoriser la représentation et l'exécution publiques de leurs œuvres, y compris la radiodiffusion, la récitation publique et toute communication au public.	L'article 751 du Code civil dispose que l'auteur a le droit exclusif d'autoriser la traduction, la représentation et l'exécution, la radiodiffusion et la récitation des œuvres. Cependant, le concept de communication au public n'a pas été clarifié.
L'article 12 dispose que les auteurs d'œuvres littéraires ou artistiques ont le droit exclusif d'autoriser les adaptations, arrangements et autres transformations de leurs œuvres.	Les articles 752.2.c et 757.1 du Code civil disposent que l'auteur a le droit d'autoriser la transformation et/ou l'adaptation de ses œuvres.

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
L'article 13 autorise les pays à établir des réserves et des conditions relatives au droit exclusif accordé aux auteurs d'œuvres musicales ou d'œuvres écrites qui sont enregistrées.	L'article 776 décrit les conditions relatives à l'usage des œuvres musicales et des scripts associés, s'il y en a, sous forme enregistrée.
L'article 14 dispose que les auteurs d'œuvres littéraires et artistiques ont le droit exclusif d'autoriser l'adaptation et la reproduction cinématographiques de leurs œuvres ainsi que leur mise en circulation, leur représentation et exécution publiques et leur communication au public, les limitations autorisées au titre de l'article 13 1) ne s'appliquant pas.	<p>i) L'article 757 du Code civil dispose que l'auteur d'œuvres littéraires et artistiques a le droit d'autoriser la transformation et/ou l'adaptation de ses œuvres. Cette disposition peut être interprétée comme incluant la transformation des œuvres cinématographiques.</p> <p>ii) Le Code civil ne clarifie pas de manière détaillée les droits de l'auteur d'œuvres originales en ce qui concerne la mise en circulation, la représentation et l'exécution publiques et la communication au public d'œuvres cinématographiques transformées à partir d'œuvres originales. Ce point fera l'objet d'un ajustement dans les nouveaux règlements et les règlements modifiant ou complétant les règles existantes, conformément au plan d'action établi en vue de l'accession à l'OMC.</p>
L'article 14 <i>bis</i> dispose qu'une œuvre cinématographique doit être protégée comme une œuvre originale, sans préjudice des droits d'auteur de toute œuvre adaptée ou reproduite, et l'auteur de l'œuvre cinématographique jouit des mêmes droits que l'auteur de toute autre œuvre.	<p>i) L'article 745.2 du Code civil dispose que quiconque transforme ou adapte une œuvre doit être reconnu comme auteur et jouir des droits d'auteur au même titre qu'un auteur d'œuvres originales. Cette disposition peut être interprétée comme incluant la transformation d'œuvres cinématographiques.</p> <p>ii) L'article 758.1 du Code civil dispose que les droits d'auteur d'œuvres cinématographiques sont identiques à ceux d'œuvres originales.</p>
L'article 14 <i>ter</i> prévoit un "droit de suite" en ce qui concerne les ventes après première cession d'œuvres d'art et de manuscrits.	<p>i) Le Code civil ne clarifie pas de manière détaillée le "droit de suite".</p> <p>ii) Ce point sera examiné conformément au plan d'action établi en vue de l'accession à l'OMC.</p>
L'article 15 dispose que l'auteur d'une œuvre, en cas de litige, sera présumé être celui dont le nom est indiqué sur l'œuvre de la manière usitée.	<p>i) Le Code civil ne clarifie pas de manière détaillée la propriété présumée telle que définie à l'article 15 de la Convention de Berne.</p> <p>ii) L'article 751.1.b du Code civil dispose que les auteurs ont le droit d'apposer leur vrai nom ou un pseudonyme sur leurs œuvres. Cette disposition peut être interprétée comme définissant que la personne dont le nom figure sur l'œuvre est son auteur, sauf preuve contraire. Cette présomption sera clarifiée dans les nouveaux règlements et les règlements modifiant ou complétant les règles existantes, conformément au plan d'action établi en vue de l'accession à l'OMC.</p>
L'article 16 dispose que les copies illégales d'une œuvre peuvent faire l'objet d'une saisie, qu'elles soient produites dans le pays ou importées.	<p>i) L'article 759 du Code civil dispose que les auteurs ont le droit de demander à l'organe public compétent de prendre des mesures à l'encontre de quiconque viole leurs droits d'auteur. Il n'existe cependant aucune disposition concernant la saisie de copies illégales d'œuvres.</p> <p>ii) Une mesure de saisie est définie aux articles 11 et 15 de l'Ordonnance sur les sanctions administratives (publiée par le Comité permanent de l'Assemblée nationale en 1995).</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
L'article 18 dispose que la protection des droits d'auteur est appliquée à toutes les œuvres qui, au moment de l'entrée en vigueur de la Convention de Berne, ne sont pas tombées dans le domaine public dans le pays d'origine par l'expiration de la durée de protection.	<p>i) L'article 836 du Code civil dispose que les œuvres pouvant bénéficier d'une protection seront protégées au Viet Nam conformément aux traités internationaux que le Viet Nam a signés ou auxquels il est partie.</p> <p>ii) Les règlements relatifs aux droits d'auteur en vigueur au Viet Nam n'imposent aucune condition, telle que la publication, la mise en circulation, l'enregistrement ou le paiement de taxes, pour qu'une œuvre puisse être protégée. C'est pourquoi le principal motif pour refuser la protection d'une œuvre est l'expiration de la durée de la protection.</p> <p>iii) Ce principe a été clairement affirmé dans l'Accord bilatéral sur les droits d'auteur conclu entre le Viet Nam et les États-Unis (signé en 1997).</p>
L'article 19 permet aux membres de l'Union d'accorder une protection plus large que celle prévue par la Convention.	Les règlements vietnamiens ne contiennent aucune disposition limitant la protection des droits d'auteur à celle prévue par des traités internationaux.
L'article 20 permet aux membres de l'Union de prendre entre eux des arrangements particuliers aux fins d'accorder des droits plus étendus que ceux prévus par la Convention de Berne.	À ce jour, le Viet Nam n'est partie à aucun traité multilatéral en matière de droits d'auteur, y compris à la Convention de Berne.
Les programmes d'ordinateur, qu'ils soient exprimés en code source ou en code objet, seront protégés en tant qu'œuvres littéraires au titre de la Convention de Berne. Les compilations de données, qu'elles soient reproduites sur support exploitable par machine ou sous toute autre forme, constituent des créations intellectuelles et seront protégées comme telles. Article 10	<p>i) L'article 747.1 du Code civil dispose que les logiciels sont reconnus comme des œuvres dont les droits d'auteur sont protégés.</p> <p>ii) L'article 14.4 du Décret gouvernemental n° 76/CP précise que les logiciels comprennent les programmes d'ordinateur et les bases de données.</p> <p>iii) Le Code civil ne contient aucune disposition détaillée définissant les programmes d'ordinateur comme des œuvres littéraires. Ce point fera l'objet d'un ajustement dans les nouveaux règlements et les règlements modifiant ou complétant les règles existantes, conformément au plan d'action établi en vue de l'accession à l'OMC.</p>
Des droits de location sont accordés au moins pour les programmes d'ordinateur et les œuvres cinématographiques, avec certaines exceptions. Article 11	L'article 751.2 du Code civil dispose que l'auteur a le droit d'autoriser l'usage des œuvres sous forme de location. Cette disposition peut être interprétée comme incluant le droit de location des programmes d'ordinateur et des œuvres cinématographiques.
La durée de la protection s'étend à 50 ans après la mort de l'auteur (article 7.1 de la Convention de Berne et article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC); pour les œuvres dont le délai n'est pas calculé sur la base de la vie de l'auteur, le délai sera de 50 ans à compter de la fin de l'année civile de la publication autorisée ou, si la publication n'a pas lieu dans les 50 ans à compter de la réalisation de l'œuvre, de 50 ans à compter de la fin de l'année civile de la réalisation. Article 12	<p>i) L'article 766 du Code civil et l'article 14 du Décret gouvernemental n° 76/CP définissent la durée de la protection et la méthode de calcul de la durée de la protection, en conformité avec l'article 12 de l'Accord sur les ADPIC.</p> <p>ii) Si le délai n'est pas calculé sur la base de la vie de l'auteur, le Code civil définit la date de publication des œuvres comme date de départ. Ce point fera l'objet d'un ajustement dans les nouveaux règlements et les règlements modifiant ou complétant les règles existantes, conformément au plan d'action établi en vue de l'accession à l'OMC.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
<p>Les limitations des droits exclusifs et les exceptions à ceux-ci sont restreintes à certains cas spéciaux qui ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit. Article 13</p>	<p>i) L'article 760 du Code civil prévoit des principes de restriction des droits exclusifs en conformité avec l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC.</p> <p>ii) L'article 761 du Code civil prévoit une restriction des droits exclusifs de l'auteur en cas de "libre utilisation", aucune permission ni rémunération de l'auteur n'étant alors requises.</p> <p>iii) Les articles 774, 776 et 778 du Code civil peuvent être interprétés comme définissant les responsabilités des utilisateurs dans le cas particulier où l'œuvre a été publiée et mise en circulation, qu'elle ait été représentée ou exécutée, enregistrée, filmé ou radiodiffusée. Ces dispositions vont au-delà de ce qui est prévu par la Convention de Berne. Ce point fera l'objet d'un ajustement dans les nouveaux règlements et les règlements modifiant ou complétant les règles existantes, conformément au plan d'action établi en vue de l'accession à l'OMC.</p>
<p>Les artistes interprètes ou exécutants ont le droit, pendant 50 ans à compter de la date d'une représentation ou exécution, d'interdire la fixation de leur exécution non fixée et de la reproduction de cette fixation, et d'empêcher la radiodiffusion non autorisée par le moyen des ondes radioélectriques et la communication au public de leur exécution directe. Article 14, paragraphes 1 et 5</p>	<p>i) L'article 775 du Code civil dispose que les artistes interprètes ou exécutants ont le droit d'autoriser la fixation et la reproduction de leurs exécutions directes en vue de la mise en circulation et de la radiodiffusion.</p> <p>ii) Le Code civil ne contient aucune disposition détaillée concernant les droits des artistes interprètes ou exécutants en matière de communication au public ou la durée de la protection des droits des artistes interprètes ou exécutants. Ce point fera l'objet d'un ajustement dans les nouveaux règlements et les règlements modifiant ou complétant les règles existantes, conformément au plan d'action établi en vue de l'accession à l'OMC.</p>
<p>Les producteurs de phonogrammes jouissent du droit, pendant 50 ans à compter de la date de la première fixation autorisée, d'interdire la reproduction non autorisée, directe ou indirecte, de leurs phonogrammes, et d'interdire la location de copies de leurs phonogrammes une fois vendus ou mis en circulation de toute autre manière. Article 14, paragraphes 2, 4 et 5</p>	<p>L'article 777 du Code civil dispose que, pendant 50 ans à compter de la date de mise en circulation des enregistrements, les producteurs ont le droit d'autoriser la reproduction et la distribution de copies et jouissent des bénéfices générés par l'usage des enregistrements. La disposition concernant les bénéfices générés par l'usage des enregistrements peut être interprétée comme incluant la location. Ce point sera cependant clarifié dans les nouveaux règlements et les règlements modifiant ou complétant les règles existantes, conformément au plan d'action établi en vue de l'accession à l'OMC.</p>
<p>Soit les organismes de radiodiffusion jouissent, pendant 20 ans, des droits exclusifs d'autoriser la fixation, la reproduction de fixations, la réémission par le moyen des ondes radioélectriques et la communication au public de leurs émissions de télévision, soit les titulaires du droit d'auteur sur le contenu d'émissions ont la possibilité d'exercer ces droits. Article 14, paragraphes 3 et 5</p>	<p>L'article 779 du Code civil dispose que, pendant 50 ans à compter de la date de diffusion des émissions, les organismes de radiodiffusion ont le droit d'autoriser la réémission, l'enregistrement et la reproduction des émissions.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Marques de fabrique ou de commerce	
Une protection des marques de fabrique ou de commerce ou des marques de service est accordée à tout signe, ou toute combinaison de signes, propre à distinguer les produits ou services d'une entreprise de ceux d'autres entreprises. Article 15:1	<p><i>Code civil (article 785):</i></p> <p>Par marque de fabrique ou de commerce on entend les symboles qui sont utilisés pour distinguer les produits ou services d'un même type fabriqués ou fournis par différents producteurs. Une marque de fabrique ou de commerce peut être des mots, des images ou une combinaison de mots et d'images exprimés en une ou plusieurs couleurs. En fait, tout signe visible pouvant être distingué peut être protégé à titre de marque de fabrique ou de commerce.</p>
L'enregistrement d'une marque ne peut être refusé uniquement sur la base de la nature des produits ou services auxquels une marque de fabrique ou de commerce doit s'appliquer. Article 15:4	Le Code civil et le Décret n° 63/CP ne définissent pas la nature des produits ou services comme motif de refus pour l'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce. En fait, la nature des produits ou services est simplement l'un des éléments permettant de déterminer si les produits ou services sont du même type.
Les marques de fabrique ou de commerce doivent être publiées avant ou peu après l'enregistrement, de manière à ménager la possibilité de s'y opposer ou d'en demander la radiation. Article 15:5	<p><i>Décret n° 63/CP (article 31.2):</i></p> <p>Les informations publiées dans le Journal officiel de la propriété industrielle portent sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les demandes officiellement acceptées de titres de protection; b) les titres de protection accordés et enregistrés, les marques de fabrique ou de commerce protégées au Viet Nam par enregistrement au titre de l'Accord de Madrid ou d'autres accords internationaux auxquels le Viet Nam est partie. <p><i>Décret n° 63/CP (article 20):</i></p> <p>Pendant la durée de l'examen en substance, toute tierce partie a le droit de communiquer des commentaires quant à la délivrance ou au refus de délivrance des titres de protection qui ont été publiés dans le Journal officiel de la propriété industrielle.</p> <p><i>Décret n° 63/CP (article 29.1):</i></p> <p>Toute tierce partie a le droit de s'adresser à l'Office national de la propriété industrielle pour demander la radiation d'un titre de protection au motif que ce titre de protection a été accordé en violation des dispositions légales.</p>
Les titulaires de marques de fabrique ou de commerce jouissent du droit exclusif d'empêcher l'usage non autorisé, par des tierces parties, de signes identiques ou similaires pour des produits ou services similaires, dans les cas où un tel usage entraînerait un risque de confusion. Article 16:1	<p><i>Décret n° 63/CP (article 53):</i></p> <p>Les actes suivants sont considérés comme des violations des droits des marques de fabrique ou de commerce:</p> <p>Utiliser des signes identiques à une marque de fabrique ou de commerce protégée par un certificat d'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce ou par un enregistrement international pour des produits; inclure des services similaires ou liés à des produits et des services figurant sur la liste enregistrée avec la marque et/ou utiliser des signes similaires à la marque de fabrique ou de commerce pour des produits et des services d'un même type, similaires ou liés à des produits et des services figurant sur la liste enregistrée avec la marque, dans les cas où l'usage provoquerait une confusion quant à l'origine des produits.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Marques de fabrique ou de commerce	
<p>Un risque de confusion est présumé exister lorsqu'une marque identique est utilisée sans autorisation pour des produits ou des services identiques. Article 16:1</p>	<p><i>Décret n° 63/CP (article 53.1):</i></p> <p>Tout usage d'une marque de fabrique ou de commerce tel que le prévoit l'article 805 du Code civil et tel que défini en détail à l'article 34 dudit décret, pendant la durée de la protection et sans le consentement du titulaire de la marque de fabrique ou de commerce, est considéré comme une violation du droit de la marque de fabrique ou de commerce.</p>
<p>Les marques de fabrique ou de commerce et les marques de services notoirement connues sont protégées conformément à l'article 6bis de la Convention de Paris, même dans les cas où il y a usage de produits ou de services qui ne sont pas similaires à ceux pour lesquels la marque est enregistrée, si cet usage indique un lien avec le titulaire des droits ou risque de nuire aux intérêts du titulaire des droits. Article 16, paragraphes 2 et 3</p>	<p><i>Décret n° 63/CP (article 6.1.e):</i></p> <p>L'une des conditions pour qu'un signe soit reconnu comme signe distinct est qu'il ne doit pas être identique ou similaire, créant ainsi un risque de confusion, à une marque de fabrique ou de commerce appartenant à une autre personne reconnue comme une marque notoirement connue conformément à l'article 6bis de la Convention de Paris.</p> <p><i>Décret n° 63/CP (article 2.8.b):</i></p> <p>Par marque notoirement connue on entend toute marque utilisée de manière continue pour des produits et services réputés et donc largement connus.</p> <p><i>Décret n° 63/CP (article 8.3):</i></p> <p>Les droits sur une marque notoirement connue se fondent sur la reconnaissance par l'autorité publique compétente de la marque notoirement connue.</p> <p><i>Décret n° 63/CP (article 10.1):</i></p> <p>Les droits de propriété industrielle sur une marque notoirement connue sont protégés indéfiniment dès que la marque est reconnue en tant que marque notoirement connue conformément aux dispositions de la Décision sur la reconnaissance d'une marque notoirement connue.</p> <p><i>Décret n° 63/CP (article 53.1):</i></p> <p>Les actes suivants sont considérés comme une violation des droits sur une marque notoirement connue: usage de signes identiques ou similaires à une marque notoirement connue ou de signes sous forme de traduction ou de translittération de la marque pour tous produits ou services, y compris les produits ou services de différents types, non similaires ou liés à des produits ou services figurant sur la liste des produits et services portant la marque notoirement connue, si cet usage risque de créer une confusion quant à la provenance des produits ou de donner une fausse impression sur le lien existant entre l'utilisateur de ces signes et le titulaire de la marque notoirement connue.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Marques de fabrique ou de commerce	
Seules des exceptions limitées aux droits conférés par une marque de fabrique ou de commerce pourront être prévues, telles que l'usage loyal de termes descriptifs. Article 17	<p>D'après l'article 803 du Code civil et l'article 52.2 du Décret n° 63/CP, la portée des droits exclusifs appartenant au titulaire de la marque de fabrique ou de commerce ne s'étend pas aux actes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - usage d'une marque de fabrique ou de commerce à des fins non commerciales; - usage de produits ayant été mis sur le marché, y compris les marchés étrangers, par le titulaire des droits de propriété industrielle ou par ses concessionnaires. <p>L'usage déloyal de termes descriptifs identiques ou similaires à une marque de fabrique ou de commerce protégée peut être considéré comme un acte de concurrence déloyale, tel que le prévoit l'article 24 du Décret n° 54/2000/NDD-CP. Les actes de concurrence déloyale en matière de propriété industrielle incluent:</p> <p>"1. L'usage d'indications commerciales visant à fausser la perception et les informations relatives à une entité commerciale, un établissement commercial, une activité commerciale, un produit et/ou un service, dans le but:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de tirer avantage du prestige et de la réputation d'autres entités commerciales pour sa propre production et/ou ses propres activités commerciales; b) de porter atteinte au prestige et à la réputation d'autres entités commerciales; c) de créer une confusion quant à la provenance, aux méthodes de production, aux propriétés, à la qualité, à la quantité et à d'autres caractéristiques de produits et/ou de services; ou quant aux conditions de fourniture de produits et/ou de services, auprès des consommateurs cherchant à reconnaître et à choisir des produits et/ou des services ou des activités commerciales."
L'enregistrement est protégé pour une période d'au moins sept ans, renouvelable indéfiniment. Article 18.	<p><i>Décret n° 63/CP (article 9.2.e):</i></p> <p>Les titres de protection pour les marques de fabrique ou de commerce sont les certificats d'enregistrement des marques de fabrique ou de commerce, dont la durée de validité commence à la date de délivrance, expire au terme d'une période de dix ans à compter de la date du dépôt officiel de la demande et est renouvelable indéfiniment pour des périodes consécutives de dix ans.</p> <p><i>Circulaire n° 3055/TT-SHCN (points 13.8 et 16.5):</i></p> <p>Le délai de délivrance d'un certificat d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce est de 12 mois à compter de la date du dépôt officiel de la demande.</p>
La radiation d'un enregistrement en cas de non-usage n'est autorisée qu'après une période de trois ans consécutifs de non-usage, à moins qu'il existe des raisons valables expliquant celui-ci, y compris dans le cas de mesures prises par les pouvoirs publics interférant avec l'usage. Article 19.1	<p><i>Décret n° 63/C (article 28.2.c):</i></p> <p>La validité d'un certificat d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce prendra fin si le titulaire d'un certificat d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce n'a pas fait usage de la marque sans motifs légitimes pendant cinq années consécutives avant la demande d'annulation de la validité. Dans ce cas, la validité du certificat prendra fin à partir du premier jour suivant cette période de cinq ans.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Marques de fabrique ou de commerce	
L'usage d'une marque de fabrique ou de commerce ne sera pas entravé par des prescriptions spéciales. Article 20	Il n'existe pas de prescription spéciale pour l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce dans la législation et les règlements relatifs à la protection des marques en vigueur au Viet Nam.
Des conditions de concession de licences peuvent être établies, mais la concession de licences obligatoires n'est pas autorisée et le titulaire d'une marque de fabrique ou de commerce enregistrée doit être en mesure de la céder sans qu'il y ait nécessairement transfert d'entreprise. Article 21	<p><i>Décret n° 63/CP (article 35):</i></p> <p>Le titulaire d'une marque de fabrique ou de commerce a le droit de transférer le droit de faire usage de la marque entièrement ou en partie à d'autres personnes physiques ou morales ou à d'autres entités.</p> <p>Le transfert du droit de faire usage d'une marque de fabrique ou de commerce est effectué au moyen d'un contrat écrit ("accord de licence"). Un accord de licence ne prend effet que lorsqu'il est enregistré auprès de l'Office national de la propriété industrielle.</p> <p><i>Décret n° 63/CP (articles 37 et 38):</i></p> <p>Les droits de propriété sur une marque de fabrique ou de commerce ne peuvent être hérités que par une seule personne physique ou morale ou par une seule autre entité. Celui qui hérite des droits sur une marque de fabrique ou de commerce doit remplir les prescriptions nécessaires pour demander le titre de protection correspondant.</p> <p>Le titulaire d'une marque de fabrique ou de commerce ne doit pas céder ses droits s'il existe une licence valide, à moins que le concessionnaire ne donne son accord à la dénonciation de l'accord de licence avant la date prévue de son expiration.</p> <p>Le transfert de droits de propriété industrielle sur une marque de fabrique ou de commerce ne doit pas créer de confusion quant aux caractéristiques des produits ou services auxquels s'applique la marque.</p> <p>Le transfert du droit de propriété sur une marque associée doit être effectué simultanément, avec toutes les marques associées.</p> <p>Le transfert du droit de propriété sur une marque notoirement connue doit garantir la protection du prestige et de la réputation des produits et services portant la marque notoirement connue.</p> <p>La législation et les règlements en vigueur au Viet Nam ne contiennent aucune disposition prévoyant la délivrance de licences non obligatoires pour une marque de fabrique ou de commerce.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Indications géographiques	
<p>Des moyens seront prévus afin d'empêcher l'utilisation trompeuse d'indications géographiques désignant un lieu autre que celui auquel peuvent être associées une certaine qualité, une certaine réputation ou d'autres caractéristiques d'un produit. Article 22, paragraphes 1 et 2</p>	<p><i>Décret n° 54/2000/ND-CP (article 10):</i></p> <p>Par indications géographiques protégées on entend les informations sur des origines géographiques qui satisfont à toutes les conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) être exprimées sous la forme d'un mot, d'une expression, d'un signe, d'un symbole ou d'un dispositif qui permet d'indiquer un pays, une région ou un lieu dans un pays; b) figurer sur un produit, sur l'emballage d'un produit ou sur les documents de transaction relatifs à l'achat ou à la vente d'un produit de manière à indiquer que le produit est originaire d'un pays, d'une région ou d'un lieu dans un pays où des caractéristiques particulières en termes de qualité, de réputation et de notoriété ou d'autres caractéristiques du produit sont essentiellement attribuables à son origine géographique. <p><i>Décret n° 54/2000/ND-CP (article 19):</i></p> <p>Les actes de violation de droits de propriété industrielle en matière d'indications géographiques comprennent:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. l'usage de toutes indications commerciales qui sont identiques ou similaires à des indications géographiques protégées, créant ainsi une fausse impression quant à l'origine géographique des produits; 2. l'usage de toutes indications commerciales qui sont identiques ou similaires à des indications géographiques appartenant à des produits identiques, similaires ou apparentés, sans garantir la protection de la réputation et de la notoriété des produits portant ces indications géographiques, même lorsque celles-ci sont accompagnées d'expressions telles que "méthode", "type", "style", "imitation" ou autres. <p><i>Décret n° 54/2000/ND-CP (article 21):</i></p> <p>Les personnes qui jouissent du droit de faire usage d'indications géographiques ont le droit de demander aux organes publics compétents une injonction et des dommages-intérêts à l'encontre de quiconque viole leurs droits.</p> <p>Dans les cas où l'usage d'indications géographiques entraîne une confusion auprès des consommateurs, ceux-ci peuvent demander aux organes publics compétents une injonction et des dommages-intérêts à l'encontre des personnes qui commettent la violation.</p> <p>Les actes de violation de droits de propriété industrielle concernant les indications géographiques seront traités conformément aux procédures prévues en cas de violation d'autres droits de propriété industrielle.</p> <p><i>Décret n° 63/CP (article 53.1):</i></p> <p>Quiconque ne jouissant pas du droit de faire usage d'une appellation d'origine commet l'un des actes d'usage d'appellations d'origine prévus à l'article 805 du Code civil et décrits à l'article 34 du présent décret, pendant la durée de la protection, sera considéré comme ayant commis un acte de violation.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Indications géographiques	
<p>Les appellations d'origine pour les vins ou les spiritueux sont protégées, à quelques exceptions près, même lorsqu'elles sont accompagnées d'expressions telles que "genre", "type", "style" ou autres. Articles 23:1 et 24</p>	<p><i>Décret n° 54/2000/ND-CP (article 19.3):</i></p> <p>Les actes de violation des droits de propriété industrielle en matière d'indications géographiques comprennent l'usage d'indications géographiques de vins ou de spiritueux pour des vins et spiritueux non originaires des territoires indiqués, même lorsque l'origine réelle des produits est indiquée ou que les indications géographiques sont employées en traduction ou accompagnées d'expressions telles que "type", "style", "genre", "imitation" ou autres.</p> <p><i>Décret n° 63/CP (article 47.1.b):</i></p> <p>Quiconque a obtenu un certificat lui octroyant le droit de faire usage d'une appellation d'origine aura le droit de demander à l'autorité publique compétente d'intimer à d'autres personnes l'ordre de mettre un terme à toute violation et de verser une compensation pour dommage causé par l'usage illégal de cette appellation d'origine ou de signes similaires comportant un risque de confusion, y compris les cas où l'origine réelle du produit est indiquée ou que l'appellation d'origine est traduite dans une autre langue ou accompagnée d'expressions telles que "genre", "type", "imitation" ou autres.</p>
<p>Sera refusé ou invalidé l'enregistrement de marques de fabrique ou de commerce contenant des indications géographiques, à l'exception des cas où ces marques ont été utilisées de manière continue pendant au moins dix ans ou utilisées de bonne foi, avant le 15 avril 1994. Article 22:3</p>	<p><i>Décret n° 63/CP (article 6.1.f):</i></p> <p>L'une des prescriptions pour qu'un signe soit reconnu comme signe distinct est qu'il ne doit pas être identique ou similaire, créant ainsi un risque de confusion, à des indications géographiques (y compris des appellations d'origine).</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Dessins et modèles industriels	
Les dessins et modèles industriels nouveaux ou originaux créés de manière indépendante sont protégés, à quelques exceptions près. Article 25:1	<p><i>Code civil (article 784):</i></p> <p>Par dessin ou modèle industriel on entend l'apparence d'un produit, constituée par des lignes, des formes tridimensionnelles ou des couleurs, ou par une combinaison de ces éléments, qui est nouvelle au plan mondial et qui sert de prototype pour la fabrication de produits industriels ou artisanaux.</p>
On veillera à ce que les prescriptions visant à garantir la protection des dessins et modèles industriels de textiles ne sont pas de nature à empêcher cette protection. Article 25:2	Les dessins et modèles de textiles sont protégés au même titre que tous les autres dessins et modèles industriels. La législation et les règlements en vigueur ne prévoient aucune disposition particulière concernant la protection des dessins et modèles de textiles. Les prescriptions pour l'octroi des droits concernant les dessins et modèles industriels sont raisonnables.
La protection devrait durer au moins dix ans.	<p><i>Décret n° 63/CP (article 9.2.c):</i></p> <p>Les titres de protection pour les dessins et modèles industriels sont les brevets pour dessins et modèles industriels dont la durée de validité commence à la date de délivrance, prend fin au terme de cinq ans à compter de la date du dépôt officiel et peut être renouvelée pour deux périodes consécutives de cinq ans.</p> <p><i>Circulaire n° 3055/TT-SHCN (points 13.8 et 16.5):</i></p> <p>Le délai pour la délivrance des brevets pour dessins et modèles industriels est de 12 mois à compter de la date du dépôt officiel.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Brevets	
<p>Des brevets pourront être obtenus pour toute invention, de produit ou de procédé, dans tous les domaines technologiques, à condition qu'elle soit nouvelle, qu'elle implique une activité inventive et qu'elle soit susceptible d'application industrielle. Des exceptions sont autorisées pour les végétaux et les animaux autres que les micro-organismes, les procédés non biologiques et les procédés microbiologiques. Des exceptions sont également prévues pour des raisons d'ordre public et de moralité. Article 27</p>	<p><i>Code civil (article 782):</i></p> <p>Par invention on entend un concept technique qui se distingue par sa nouveauté au plan mondial compte tenu de l'état du développement technologique existant, qui n'est pas évident et qui peut s'appliquer dans divers domaines sociaux et économiques.</p> <p><i>Décret n° 63/CP (article 4.1, 4.2 et 4.3):</i></p> <p>Il existe des critères détaillés permettant de déterminer le caractère nouveau, l'inventivité et l'applicabilité industrielle d'une solution technique.</p> <p><i>Décret n° 63/CP (article 4.4):</i></p> <p>Les objets non brevetables comprennent:</p> <ul style="list-style-type: none"> les concepts, principes et découvertes scientifiques; les méthodes et systèmes d'organisation et de gestion économique; les méthodes et systèmes d'éducation, d'enseignement et de formation; les méthodes d'entraînement pour les animaux; les systèmes concernant la linguistique, l'information, la classification et la compilation de documentation; les dessins et les plans pour les travaux de construction, les projets pour le développement et la planification régionaux; les solutions concernant uniquement la forme d'un produit et n'étant que de nature esthétique; les signes conventionnels, les calendriers, les règles et les symboles; les programmes d'ordinateur, les schémas de configuration de circuits intégrés, les modèles mathématiques, les graphiques et autres; les variétés végétales ou animales; les méthodes de prophylaxie, de diagnostic ou de traitement des maladies des êtres humains et des animaux; les procédés essentiellement biologiques pour la production de végétaux ou d'animaux autres que les procédés microbiologiques. <p><i>Code civil (article 787):</i></p> <p>Les objets de propriété industrielle qui sont contraires à l'intérêt social, à l'ordre public ou aux principes de la société humaine ne sont pas protégés.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Brevets	
Les titulaires de brevets jouissent du droit d'empêcher des tiers de fabriquer, d'utiliser, d'offrir à la vente, de vendre ou d'importer un produit breveté ou, lorsqu'il s'agit d'un procédé breveté, d'utiliser, d'offrir à la vente, de vendre ou d'importer un produit fabriqué directement par ce procédé. Article 28:1	<p><i>Décret n° 63/CP (article 53):</i></p> <p>Toute personne autre que le titulaire d'un brevet qui commet un des actes d'utilisation tels que prévus à l'article 805 du Code civil et détaillés à l'article 34 du présent décret pendant la durée de la protection, sans avoir le consentement du titulaire ou sans jouir d'un droit d'utilisateur précédent tel que prévu à l'article 50 du présent décret, sera considérée comme ayant commis un acte de violation d'un droit de brevet, à moins que l'une des exceptions mentionnées aux articles 51 et 52 du présent décret ne s'applique. Les actes d'utilisation d'une invention sont décrits à l'article 34 du Décret n° 63/CP, comme suit:</p> <p>fabriquer un produit protégé;</p> <p>appliquer un procédé protégé;</p> <p>exploiter un produit protégé;</p> <p>mettre en circulation, promouvoir, offrir à la vente ou stocker à cette fin un produit protégé ou un produit fabriqué par un procédé protégé;</p> <p>importer un produit protégé ou un produit fabriqué par un procédé protégé.</p>
Les titulaires d'un brevet ont le droit de céder et de transmettre par voie successorale leurs droits sur le brevet, ou de conclure des contrats de licence. Article 28:2	<p><i>Code civil (article 796.2):</i></p> <p>Le titre de propriété d'une invention peut être hérité ou transféré à d'autres personnes.</p> <p><i>Code civil (article 796.1.b):</i></p> <p>Les titulaires de brevets d'invention ont la possibilité de transférer le droit de faire usage de l'invention brevetée à d'autres personnes.</p>
Les déposants d'une demande de brevet doivent divulguer l'invention afin qu'une personne du métier puisse l'exécuter et éventuellement donner des indications sur la meilleure manière de l'exécuter et des renseignements sur les demandes correspondantes déposées à l'étranger. Article 29	<p><i>Circulaire n° 3055/TT-SHCN (point 6.3):</i></p> <p>La description doit révéler en totalité la nature de la solution technique qui fait l'objet de la demande de protection. La description doit fournir des renseignements suffisants pour permettre à une personne moyennement qualifiée dans le domaine technique correspondant d'appliquer cette solution.</p> <p>La description doit clarifier le caractère nouveau, l'inventivité et l'applicabilité de la solution technique faisant l'objet de la demande de protection.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Brevets	
<p>Il faut garantir que les exceptions aux droits exclusifs conférés par un brevet n'entravent pas de manière injustifiée l'exploitation normale du brevet ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du titulaire du brevet, compte tenu des intérêts légitimes des tiers. Article 30</p>	<p><i>Code civil (article 801) et Décret n° 63/CP (article 50):</i></p> <p>Si, avant la date de dépôt d'une demande pour un titre de protection pour une invention, une personne physique ou morale ou une autre entité a fait usage de l'invention indépendamment de son titulaire, cette personne physique ou morale ou cette autre entité a le droit de poursuivre cet usage avec la même portée et dans le même volume d'usage appliqués avant la date de dépôt (droit de l'utilisateur précédent). Le titulaire du titre de protection n'exercera pas son droit d'intenter une action ou d'imposer une mesure provisoire à l'encontre de cette personne ou entité une fois le titre de protection octroyé, à condition que la portée et le volume d'usage n'aient pas été augmentés par rapport à la portée et au volume appliqués avant la date de dépôt de la demande.</p> <p>Si, après la date de dépôt d'une demande pour un brevet, cette personne physique ou morale ou cette autre entité augmente la portée ou le volume d'usage de l'invention par rapport à la portée et au volume appliqués avant la date de dépôt de la demande, l'augmentation ne sera pas couverte par le droit de l'utilisateur précédent.</p> <p>Le droit de l'utilisateur précédent ne doit pas être transféré à d'autres personnes à moins que le transfert se fasse simultanément avec l'entreprise qui faisait précédemment usage de l'invention.</p> <p>D'après l'article 803 du Code civil et l'article 52.1 du Décret n° 63/CP, les actes suivants sont considérés comme des violations aux brevets:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'usage à des fins non commerciales; - l'usage de produits ayant été mis sur le marché, y compris les marchés étrangers, par le titulaire du brevet, le détenteur d'une licence, le détenteur d'une licence non volontaire ou la personne bénéficiant du droit de l'utilisateur précédent; - l'usage pour le maintien du fonctionnement de moyens de transport étrangers entrant ou se situant temporairement sur le territoire vietnamien.

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Brevets	
<p>Des licences obligatoires ne peuvent être délivrées que si les conditions énumérées sont satisfaites, y compris des points tels que l'avis donné au détenteur du droit, la rémunération, les limites d'utilisation et le transfert de la licence, etc. Article 31</p>	<p><i>Décret n° 63/CP (article 51.2):</i></p> <p>Une licence non volontaire ne sera octroyée que dans les cas prévus à l'article 802 du Code civil (le titulaire ne fait pas usage de l'invention, ou l'usage qu'il en fait ne répond pas aux besoins en développement socio-économique du pays, sans motifs légitimes; le titulaire refuse l'octroi de la licence malgré les efforts déployés, lors des négociations, par la personne qui a besoin d'utiliser l'invention, y compris une offre de versement de redevances raisonnables; l'usage doit répondre aux besoins en matière de défense nationale, de sécurité nationale, de prévention et traitement des maladies humaines, et d'autres besoins sociaux urgents).</p> <p>Une licence non volontaire ne sera octroyée qu'au terme de quatre années à compter de la date de dépôt de la demande et de trois années à compter de la date de délivrance du titre de protection.</p> <p>La personne qui est contrainte d'accorder une licence non volontaire a le droit de demander l'annulation de la licence lorsque les conditions qui ont conduit à l'octroi cessent d'exister et ne vont pas se représenter, sous réserve que l'annulation ne doit pas porter préjudice au détenteur de la licence.</p> <p><i>Décret n° 63/CP (article 51.3):</i></p> <p>Le Ministère des sciences, de la technologie et de l'environnement est l'organe public compétent pour examiner les demandes d'autorisations pour l'usage d'une invention et pour rendre les décisions ordonnant au titulaire d'accorder une licence non volontaire.</p> <p><i>Décret n° 63/CP (article 51.6):</i></p> <p>Dans la décision ordonnant l'octroi d'une licence non volontaire, le Ministère des sciences, de la technologie et de l'environnement détermine les conditions de la licence, conformément aux dispositions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les licences non volontaires sont non exclusives; b) la portée et la durée d'une licence non volontaire sont limitées au but pour lequel elle a été accordée; c) la partie à laquelle une licence non volontaire est accordée ne doit transférer à des tiers le droit de faire usage de l'invention au titre d'une licence non volontaire que si l'entreprise qui jouit de ce droit est transférée simultanément, ni ne doit accorder une sous-licence; d) la partie à laquelle une licence non volontaire est accordée doit verser à la personne qui la lui accorde un montant correspondant à la valeur économique du droit de faire usage de l'invention et à la licence, ou équivalant aux redevances de licences contractuelles ayant les mêmes portée et durée. <p>La décision ordonnant l'octroi d'une licence non volontaire doit être publiée dans le Journal officiel de la propriété industrielle au cours du mois suivant la date de la décision.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Brevets	
	<p><i>Décret n° 63/CP (article 51.7):</i></p> <p>Une fois que le Ministère des sciences, de la technologie et de l'environnement a pris la décision ordonnant l'octroi d'une licence non volontaire, le titulaire d'un droit de propriété industrielle ou le détenteur du droit portant sur toute l'invention dispose d'un mois pour octroyer une licence conformément aux conditions stipulées dans la décision.</p> <p><i>Décret n° 63/CP (article 51.8):</i></p> <p>La personne qui est contrainte d'accorder une licence non volontaire a le droit de faire appel de la décision relative à l'octroi de cette licence auprès du Ministère des sciences, de la technologie et de l'environnement.</p>
Une possibilité de révision judiciaire des décisions concernant la révocation ou la déchéance d'un brevet sera offerte. Article 32	<p><i>Décret n° 63/CP (article 27.4, article 28 et article 29):</i></p> <p>Les décisions de mettre fin à la validité d'un brevet ou de l'annuler prises par l'Office national de la propriété industrielle peuvent soit être portées devant un tribunal administratif, soit faire ensuite l'objet d'un appel auprès du Ministère des sciences, de la technologie et de l'environnement, le choix étant laissé au demandeur.</p>
La durée d'un brevet sera d'au moins 20 ans à compter de la date de dépôt de la demande. Article 33	<p><i>Décret n° 63/CP (article 9.1.a):</i></p> <p>Les titres de protection pour les inventions sont les brevets d'inventions dont la durée de validité commence à la date de délivrance et expire au terme d'une période de 20 ans à compter de la date du dépôt officiel de la demande.</p>
Lors des procédures concernant l'atteinte aux droits du titulaire d'un brevet, le défendeur aura la charge de la preuve dans les cas où le produit obtenu par le procédé breveté est nouveau ou lorsqu'il est fortement vraisemblable que le produit identique a été obtenu par le procédé et que le titulaire du brevet n'a pas pu, en dépit d'efforts raisonnables, déterminer quel procédé a été utilisé. Article 34	<p>D'après la législation et les règlements vietnamiens en vigueur concernant les procédures civiles, la charge de la preuve relève du plaignant plutôt que du défendeur.</p> <p>Des dispositions conformes à l'article 34 de l'Accord sur les ADPIC seront contenues dans une Circulaire du Tribunal populaire suprême et du Ministère des sciences, de la technologie et de l'environnement régissant les décisions judiciaires dans les affaires relevant du domaine de la propriété industrielle. Il est prévu que cette Circulaire soit promulguée d'ici la fin de l'année 2002.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Schémas de configuration de circuits intégrés	
Sont protégés les schémas de configuration de circuits intégrés originaux qui sont enregistrés ou ont été exploités commercialement où que ce soit dans le monde. Articles 3, 4, 5 et 7 du Traité de Washington tels qu'incorporés dans l'Accord sur les ADPIC à l'article 35.	<p>Le Viet Nam n'a pas encore de dispositions concernant la protection des schémas de configuration de circuits intégrés, telles que le prévoient les articles 35 à 38 de l'Accord sur les ADPIC.</p> <p>Un projet de décret sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés pour semi-conducteurs est en préparation et sera présenté au gouvernement en décembre 2001.</p>
Il est illégal, sauf dans certaines circonstances, de reproduire, d'importer, de vendre ou de distribuer de toute autre manière un schéma de configuration protégé ou un circuit intégré incorporant un schéma protégé ou un article incorporant un tel microcircuit. Article 6 du Traité de Washington et article 36 de l'Accord sur les ADPIC.	<p>Il n'existe aucune disposition à ce jour.</p> <p>Les dispositions conformes à l'article 6 du Traité de Washington ont été incorporées dans le projet de décret mentionné ci-dessus.</p>
Il sera accordé une telle protection pour une durée de dix ans à compter du dépôt de la demande d'enregistrement ou à compter de la première exploitation commerciale. Article 38	<p>Il n'existe aucune disposition à ce jour.</p> <p>Les dispositions conformes à l'article 38 de l'Accord sur les ADPIC ont été incorporées dans le projet de décret mentionné ci-dessus.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Renseignements non divulgués	
<p>Seront protégés les renseignements non divulgués qui sont secrets (n'étant pas généralement connus ni aisément accessibles); ont une valeur commerciale parce qu'ils sont secrets; et ont fait l'objet de dispositions raisonnables destinées à les garder secrets. Article 39:2</p>	<p><i>Décret n° 54/2000/ND-CP (article 6):</i></p> <p>Les secrets commerciaux susceptibles d'être protégés sont des résultats d'investissement sous la forme de renseignements qui satisfont à toutes les conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) ils ne sont pas généralement connus; b) ils sont applicables à des activités commerciales et lorsqu'ils sont utilisés, ils apportent à leur détenteur des avantages par rapport à ceux qui ne les détiennent pas ou ne les utilisent pas; c) leur détenteur prend les mesures nécessaires pour les garder secrets, de sorte qu'ils ne sont ni divulgués ni aisément accessibles. <p>Les titulaires de droits de propriété industrielle portant sur des secrets commerciaux ont le droit de demander aux organes publics compétents une injonction et des dommages-intérêts à l'encontre de quiconque viole leurs droits.</p>
<p>Seront protégées les données communiquées afin d'obtenir l'approbation pour la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture comportant une entité chimique nouvelle. Article 39:3</p>	<p><i>Décret n° 54/2000/ND-CP (article 18.4):</i></p> <p>Les actes ci-après seront considérés comme des violations des droits de propriété industrielle portant sur des secrets commerciaux et feront l'objet de sanctions: accéder à des renseignements appartenant à des tiers et portant sur des secrets commerciaux divulgués afin d'obtenir une approbation en vue d'activités commerciales impliquant des produits ou en vue de la commercialisation de produits, notamment de produits pharmaceutiques et de produits agrochimiques, en commettant des actes allant à l'encontre des mesures prises par les organes administratifs visant à garder secrets ces renseignements; acquérir de tels renseignements; ou utiliser de tels renseignements à des fins commerciales, y compris pour obtenir une approbation en vue d'activités commerciales impliquant ces produits ou en vue de la commercialisation de ces produits.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Moyens de faire respecter les droits	
- Dispositions générales	
<p>Il est prévu des actions efficaces contre tout acte de violation des droits de propriété intellectuelle, tout en évitant la création d'obstacles au commerce légitime et un usage abusif de ces actions. Article 41:1</p>	<p>Outre les dispositions juridiques générales relatives aux procédures civiles, pénales et administratives, le Viet Nam a promulgué des dispositions spéciales portant sur les procédures et sanctions pénales et administratives qui s'appliquent en cas de violation des droits de propriété intellectuelle; ces dispositions spéciales sont contenues dans les instruments juridiques suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Code pénal de 1999 (article 131: violation des droits d'auteur; article 156: production et commercialisation de contrefaçons; article 162: tromperie envers les consommateurs; article 168: publicité mensongère; article 171: violation des droits de propriété industrielle). - Décret gouvernemental n° 12/1999/ND-CP du 6 mars 1999 sur les mesures administratives contre les violations dans le domaine de la propriété industrielle (ci-après dénommé Décret n°12/1999/ND-CP). - Circulaire n° 825/2000/TT-BKHCMNT du Ministère des sciences, de la technologie et de l'environnement du 3 mai 2000 régissant l'application du Décret n° 12/1999/ND-CP, telle que modifiée par la Circulaire n° 49/2001/TT-BKHCMNT du 14 septembre 2001 (ci-après dénommée Circulaire n° 825/2000/TT-BKHCMNT). - Décret n° 31/2001/ND-CP du 26 juin 2001 sur les procédures administratives dans les domaines de la culture et de l'information. <p>À ce jour, la législation et les règlements en vigueur respectent de manière générale les prescriptions prévues par l'Accord sur les ADPIC.</p> <p>Le Viet Nam met actuellement en œuvre le plan de promulgation des lois et règlements spéciaux sur les procédures civiles, et les mesures à la frontière dans le domaine de la propriété intellectuelle en conformité avec les prescriptions prévues par l'Accord sur les ADPIC:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Circulaires conjointes du Tribunal populaire suprême, de l'Office populaire suprême des poursuites, du Ministère des sciences, de la technologie et de l'environnement et du Ministère de la culture et de l'information, régissant le jugement des affaires relatives aux droits de propriété industrielle et aux droits d'auteur (ci-après dénommées Circulaires conjointes régissant le jugement des affaires relatives aux DPI). La promulgation de ces circulaires est prévue pour la fin de l'année 2002. - Circulaires conjointes de la Direction générale des douanes, du Ministère des sciences, de la technologie et de l'environnement et du Ministère de la culture et de l'information sur les mesures à la frontière (ci-après dénommées Circulaires sur les mesures à la frontière). La promulgation de ces circulaires est prévue pour la fin de l'année 2002.
<p>Il est prévu des procédures destinées à faire respecter les droits qui sont loyales et équitables, qui ne sont pas inutilement complexes ou coûteuses et qui ne comportent pas de délais déraisonnables ni n'entraînent de retards injustifiés. Article 41:2</p>	<p>Les procédures en vigueur destinées à faire respecter les droits sont loyales et équitables et ne sont pas inutilement complexes ou coûteuses, et il n'existe aucune disposition relative à des délais déraisonnables ou des retards injustifiés.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Moyens de faire respecter les droits	
<p>Les décisions au fond s'appuieront sur les éléments de preuve présentés aux parties à l'affaire, de préférence par écrit et motivées. Article 41:3</p>	<p><i>Ordonnance de 1989 sur les procédures de jugement des affaires civiles:</i></p> <p>Les questions ayant fait l'objet de discussions et les décisions au fond du tribunal doivent être enregistrées. Les décisions du tribunal doivent comprendre l'ensemble du contenu, des détails et des éléments de preuve ... de l'affaire, ainsi que les lois et décisions de la Cour applicables en l'espèce (article 53); les parties se voient communiquer des extraits de la sentence ou décision du jugement de l'affaire par la Cour immédiatement après la session, et les copies de la sentence ou décision du jugement dans un délai de 15 jours à compter de la date du jugement (article 57); les parties et les personnes concernées ont le droit de donner leur avis sur l'évaluation des éléments de preuve, de répondre aux avis des autres parties et de proposer une solution à l'affaire (article 51).</p> <p>Les dispositions conformes aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC figureront dans les Circulaires conjointes régissant le jugement des affaires relatives aux DPI (2002).</p>
<p>Il est possible de faire appel auprès des autorités judiciaires des décisions administratives finales et au moins des aspects juridiques des décisions judiciaires initiales sur le fond. Article 41:4</p>	<p>L'Ordonnance sur les procédures de jugement des affaires civiles, le Code de procédure pénale et l'Ordonnance sur le jugement des affaires administratives contiennent des dispositions indiquant les instances chargées du jugement des appels et permettant de faire appel au moins des aspects juridiques des sentences initiales et des décisions judiciaires. Plus particulièrement, il existe des dispositions sur les procédures d'appel à l'encontre des sentences initiales et des décisions judiciaires. Le projet de Code de procédure civile établit les principes du jugement en double instance applicables aux affaires civiles.</p> <p>D'après l'Ordonnance sur le jugement des affaires administratives et la Loi sur l'appel et la dénonciation, les décisions administratives de jugement de violations aux DPI peuvent faire l'objet d'un appel en seconde instance, soit auprès de l'autorité administrative supérieure, soit auprès du Tribunal administratif, comme en décidera le plaignant.</p>
<p>- Procédures et mesures correctives civiles et administratives</p>	
<p>Il est prévu une procédure permettant aux plaignants d'intenter une action pour violation; les défendeurs devront être notifiés; les parties seront autorisées à présenter des éléments de preuve étayant leur position; les renseignements confidentiels sont protégés. Article 42</p>	<p><i>Code civil (article 762.1.b et article 796.1.c):</i></p> <p>Les titulaires de droits de propriété intellectuelle ont le droit de demander aux autorités publiques compétentes d'intimer à quiconque viole leurs droits l'ordre de mettre un terme à tout acte de violation et de verser une compensation pour les dommages causés; les parties ont toutes deux le droit de présenter des éléments de preuve, de proposer des solutions et de discuter des questions pertinentes (article 20.2 de l'Ordonnance de 1989 sur les procédures de jugement des affaires civiles).</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Moyens de faire respecter les droits	
	<p>Les procédures concernant les violations des DPI sont prévues par les instruments juridiques suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ordonnance sur les procédures de jugement des affaires civiles; - Décret n° 12/1999/ND-CP; - Circulaire n° 825/2000/TT-BKHCNMT; - Décret n° 31/2001/ND-CP du 26 juin 2001 sur les procédures administratives dans les domaines de la culture et de l'information. <p>Des dispositions sur les mesures de protection des renseignements confidentiels figureront dans les Circulaires conjointes régissant le jugement des affaires relatives aux DPI (2002).</p>
Les autorités judiciaires sont habilitées à ordonner que les éléments de preuve nécessaires pour étayer les allégations d'une partie soient produits, lorsque cette partie n'a pas été en mesure d'obtenir ces éléments de preuve auprès de la partie adverse. Article 43:1	<p>L'Ordonnance de 1989 sur les procédures de jugement des affaires civiles (article 41.7) contient des dispositions générales sur la compétence accordée au tribunal pour intimer aux parties l'ordre de prendre certaines mesures.</p> <p>Des dispositions détaillées sur l'autorité accordée au tribunal pour contraindre les parties à produire les éléments de preuve nécessaires seront promulguées dans les Circulaires conjointes régissant le jugement des affaires relatives aux DPI (2002).</p>
Les autorités judiciaires sont habilitées à ordonner à tout défendeur, à l'exception du gouvernement, de cesser de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle. Article 44:1	<p>Le Code civil de 1995 (article 796.1.c) et le Décret gouvernemental n° 63/CP du 24 octobre 1996 sur les règlements détaillés concernant la propriété industrielle (article 36), tel que modifié d'après le Décret n° 06/2001/ND-CP du 1^{er} février 2001, et le Décret gouvernemental n° 76/CP (article 33) disposent que les titulaires de droits d'auteurs et de droits de propriété industrielle sont autorisés à demander aux autorités publiques compétentes, y compris au tribunal, d'ordonner à quiconque viole leurs droits de cesser toute violation et de verser une compensation pour le dommage causé.</p> <p>Des dispositions détaillées sur les procédures visant à faire respecter le droit de demander une saisie des produits portant atteinte à un droit seront promulguées dans les Circulaires conjointes régissant le jugement des affaires relatives aux DPI (2002).</p>
Les autorités judiciaires sont habilitées à ordonner le paiement de dommages-intérêts adéquats en réparation du dommage causé par la violation. Article 45:1	<p>Le Code civil de 1995 (articles 759 et 796.1.c) et le Décret gouvernemental n° 63/CP du 24 octobre 1996 sur les règlements détaillés concernant la propriété industrielle (article 36), tel que modifié d'après le Décret n° 06/2001/ND-CP du 1^{er} février 2001, et le Décret gouvernemental n° 76/CP (article 33) disposent que les titulaires de droits d'auteurs et de droits de propriété industrielle sont autorisés à demander aux autorités publiques compétentes, y compris au tribunal, d'ordonner à quiconque viole leurs droits de cesser toute violation et de verser une compensation pour le dommage causé.</p> <p>L'article 310 du Code civil de 1995 prévoit l'obligation de réparer les dommages matériels et moraux. L'obligation de réparer les dommages matériels consiste en l'obligation de compenser les pertes matérielles effectives subies par la victime. L'obligation de réparer les dommages moraux comprend non seulement l'obligation de cesser toute violation mais également de verser une compensation financière à la victime.</p> <p>Des dispositions détaillées sur les procédures visant à faire respecter le droit de demander la réparation des dommages seront promulguées dans les Circulaires conjointes régissant le jugement des affaires relatives aux DPI (2002).</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Moyens de faire respecter les droits	
Les autorités judiciaires sont habilitées à ordonner les contrevenants à payer aux titulaires des droits les frais engendrés par les procédures visant à faire respecter les droits, ainsi que le recouvrement des bénéfices et/ou le paiement des dommages-intérêts préétablis. Article 45:2	<p>Les articles 310 et 615 du Code civil de 1995 prévoient l'obligation de réparer les dommages matériels et moraux. L'obligation de réparer les dommages matériels consiste en l'obligation de compenser les pertes matérielles effectives subies par la victime. L'obligation de réparer les dommages moraux comprend non seulement l'obligation de cesser toute violation mais également de verser une compensation financière à la victime.</p> <p>Des dispositions détaillées sur les procédures visant à faire respecter le droit de demander la réparation des dommages seront promulguées dans les Circulaires conjointes régissant le jugement des affaires relatives aux DPI (2002).</p>
Des mesures correctives additionnelles sont autorisées, y compris la saisie des marchandises portant atteinte à un droit et des matériaux et instruments dont l'usage principal constitue une violation. Article 46	<p>Il n'existe aucune disposition détaillée à ce jour.</p> <p>Des dispositions détaillées sur les mesures correctives additionnelles applicables par le biais de procédures judiciaires seront promulguées dans les Circulaires conjointes régissant le jugement des affaires relatives aux DPI (2002).</p>
Un dédommagement pourra être accordé au requérant, y compris pour les honoraires d'avocat dans le cas où il y a eu abus de la part de la partie adverse. Article 48:1	<p>Il n'existe aucune disposition détaillée à ce jour.</p> <p>Des dispositions détaillées autorisant les autorités judiciaires à ordonner au plaignant de réparer les dommages causés au défendeur lorsque le plaignant aura violé les procédures visant à faire respecter les droits seront promulguées dans les Circulaires conjointes régissant le jugement des affaires relatives aux DPI (2002).</p>
Les autorités et les agents publics seront dégagés de la responsabilité liée à l'administration de la législation en matière de propriété intellectuelle, uniquement dans les cas où ils auront pris ou eu l'intention de prendre des mesures de bonne foi dans le cadre de l'administration de ladite législation. Article 48:2	<p>Il n'existe aucune disposition prévoyant une exemption de responsabilité légale pour les autorités et les agents publics dans les cas où leurs mesures concernant la mise en œuvre d'une loi n'auraient pas été prises de bonne foi.</p> <p>Des dispositions pertinentes seront promulguées dans les nouveaux règlements ou les règlements modifiant ou complétant les règles existantes, conformément au plan d'action établi en vue de l'accession à l'OMC.</p>
Les mesures correctives administratives devront être conformes aux principes énoncés aux articles précédents. Article 49	<p>Le Décret gouvernemental n° 12/1999/ND-CP du 6 mars 1999 sur les mesures administratives appliquées en cas de violations dans le domaine de la propriété industrielle et la Circulaire n° 825/2000/TT-BKHCMNT du Ministère des sciences, de la technologie et de l'environnement, datée du 3 mai 2000, prévoyant des lignes directrices pour la mise en œuvre dudit décret prévoient les mesures correctives administratives applicables en cas de violations des droits de propriété industrielle.</p> <p>Le Décret n° 31/2001/ND-CP du 26 juin 2001 prévoit les mesures correctives administratives applicables en cas de violations des droits d'auteur.</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Moyens de faire respecter les droits	
- Mesures provisoires	
Les autorités judiciaires sont habilitées à accorder des ordonnances d'interdiction temporaires et des mesures provisoires afin d'empêcher tout acte de violation et de sauvegarder les éléments de preuve. Article 50:1	<p>L'Ordonnance de 1989 sur les procédures de jugement des affaires civiles (article 41) dispose que le tribunal compétent est autorisé à imposer des mesures de restriction temporaires afin "d'interdire une partie de commettre certains actes ou de l'obliger à agir de certaine manière", de manière à répondre aux demandes urgentes de la partie adverse ou de sauvegarder les éléments de preuve.</p> <p>L'article 20 de l'Ordonnance dispose que les parties concernées sont toutes deux autorisées à présenter des éléments de preuve pour protéger leurs intérêts, à être informées sur les éléments de preuve communiqués par l'autre partie, et ont l'obligation de fournir les éléments de preuve et de satisfaire aux prescriptions déterminées par le tribunal.</p> <p>Des dispositions détaillées sur les mesures temporaires seront promulguées dans les Circulaires conjointes régissant le jugement des affaires relatives aux DPI (2002).</p>
Les autorités judiciaires sont habilitées à exiger de la partie plaignante qu'elle répare le dommage causé au défendeur si la décision sur le fond établit que la mesure provisoire est injustifiée. Article 50:3	<p>Comme pour les droits d'auteur et droits connexes, l'Ordonnance de 1989 sur les procédures de jugement des affaires civiles (article 20) dispose que les parties concernées sont toutes deux autorisées à présenter des éléments de preuve pour protéger leurs intérêts à être informées sur les éléments de preuve communiqués par l'autre partie, et ont l'obligation de fournir les éléments de preuve et de satisfaire aux prescriptions déterminées par le tribunal.</p> <p>Des dispositions détaillées sur l'obligation faite au plaignant de réparer le dommage causé au défendeur, dans le cas où il serait établi que la mesure provisoire était injustifiée, seront promulguées dans les Circulaires conjointes régissant le jugement des affaires relatives aux DPI (2002).</p>
Les parties affectées seront avisées des mesures formelles prises par le plaignant, dès l'exécution des ordonnances d'interdiction temporaires, etc. Article 50:4	L'Ordonnance de 1989 sur les procédures de jugement des affaires civiles (articles 41 et 42) prévoit des dispositions en matière de notification des parties.
- Mesures à la frontière	
Les autorités douanières ont le droit de suspendre la mise en circulation de marchandises suspectées de porter une marque de fabrique ou de commerce contrefaite ou d'être des marchandises pirates portant atteinte à des droits d'auteur, à la demande du détenteur d'un droit. Les Membres sont autorisés à étendre cette protection aux détenteurs de droits sur d'autres objets de propriété intellectuelle. Article 51	<p>Le Code civil de 1995 (article 796.1.c), le Décret gouvernemental n° 63/CP du 24 octobre 1996 sur les règlements détaillés concernant la propriété industrielle (article 36) et la Loi sur les douanes (article 57) prévoient la saisie temporaire de marchandises importées, les détenteurs de droits étant autorisés à demander aux autorités publiques compétentes, y compris aux bureaux des douanes, d'ordonner à quiconque viole leurs droits de mettre un terme à la violation, y compris par l'importation de marchandises portant atteinte à ces droits.</p> <p>Des dispositions détaillées sur la mise en œuvre de ces procédures seront promulguées dans les Circulaires conjointes sur les mesures à la frontière (2002).</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Moyens de faire respecter les droits	
Les détenteurs de droits engageant des procédures relatives aux mesures à la frontière seront tenus de fournir des éléments de preuve établissant une présomption de violation de leurs droits, ainsi qu'une description des marchandises concernées suffisamment détaillée pour permettre aux autorités douanières de les reconnaître. Les autorités compétentes feront savoir au détenteur des droits, dans un délai raisonnable, si une mesure sera prise en son nom. Article 52	<p>L'article 58 de la Loi sur les douanes dispose qu'afin d'appliquer une suspension temporaire des procédures de dédouanement, les détenteurs de droits de propriété intellectuelle doivent présenter une demande, un document attestant de leurs droits légitimes et des éléments de preuve établissant l'existence d'une violation de leurs droits.</p> <p>Des dispositions détaillées sur la mise en œuvre de ces procédures seront promulguées dans les Circulaires conjointes sur les mesures à la frontière (2002).</p>
Les autorités compétentes sont habilitées à exiger du détenteur d'un droit engageant des procédures relatives aux mesures à la frontière de constituer une caution suffisante pour protéger le défendeur et prévenir les abus. Article 53	<p>L'article 58.2 de la Loi sur les douanes dispose qu'afin d'appliquer une suspension temporaire des procédures de dédouanement, les détenteurs de droits de propriété intellectuelle doivent déposer un certain montant ou des garanties de manière à compenser les dommages et les frais engendrés par une demande injustifiée de suspension temporaire des procédures de dédouanement, conformément à la législation et aux règlements en vigueur.</p> <p>Des dispositions détaillées sur la mise en œuvre de ces procédures seront promulguées dans les Circulaires conjointes sur les mesures à la frontière (2002).</p>
L'importateur et le détenteur d'un droit seront avisés dans les moindres délais lorsqu'une mesure est prise au titre de l'article 51. Article 54	<p>Il n'existe aucune disposition détaillée à ce jour.</p> <p>Des dispositions détaillées sur la mise en œuvre de ces procédures seront promulguées dans les Circulaires conjointes sur les mesures à la frontière (2002).</p>
Si les autorités douanières n'ont pas été informées dans un délai ne dépassant pas 20 jours à compter de la notification faite au requérant qu'une procédure conduisant à une décision au fond a été engagée, la suspension sera annulée. Article 55	<p><i>Ordonnance de 1995 sur les procédures de jugement des affaires de violations administratives (article 41):</i></p> <p>Le délai de suspension de la mise en libre circulation des marchandises est de 15 jours.</p> <p><i>Décret gouvernemental n° 16/CP sur le jugement des affaires de violations administratives dans le cas des douanes, daté du 20 mars 1996 (article 20):</i></p> <p>Le délai peut être prorogé de 15 jours dans les cas compliqués ou impliquant des parties étrangères. Les bureaux des douanes représentent les autorités compétentes habilitées à prendre des décisions dans les affaires concernant des procédures administratives.</p> <p>Des dispositions détaillées sur la mise en œuvre de ces procédures seront promulguées dans les Circulaires conjointes sur les mesures à la frontière (2002).</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Moyens de faire respecter les droits	
Les autorités pertinentes seront habilitées à ordonner au détenteur d'un droit de dédommager l'importateur ou le propriétaire des marchandises faisant l'objet d'une procédure concernant les mesures à la frontière s'il est avéré que les marchandises ont été saisies à tort ou si les procédures conduisant à une décision sur le fond ne sont pas lancées dans le délai imparti. Article 56	<p><i>Ordonnance de 1995 sur les procédures de jugement des affaires de violations administratives:</i></p> <p>Les bureaux des douanes ont autorité pour exiger des réparations pour des dommages d'un montant maximal de 1 million de dongs vietnamiens. Les dommages s'élevant à plus de 1 million de dongs seront dédommagés par le biais d'une procédure civile.</p> <p>Des dispositions détaillées sur la compétence habilitant à exiger un dédommagement pour le propriétaire des marchandises ou l'importateur seront promulguées dans les Circulaires conjointes sur les mesures à la frontière (2002).</p>
Les détenteurs de droits doivent être autorisés à inspecter les marchandises saisies de manière à établir le bien-fondé de leurs allégations. Les importateurs auront la même possibilité. Les Membres peuvent donner aux détenteurs de droits les noms et adresses des personnes impliquées dans l'importation lorsque l'existence d'une violation est avérée. Article 57	<p>Il n'existe aucune disposition détaillée à ce jour.</p> <p>Des dispositions détaillées sur la mise en œuvre de ces procédures seront promulguées dans les Circulaires conjointes sur les mesures à la frontière (2002).</p>
Pour que les autorités douanières soient autorisées à agir de leur propre initiative, les conditions suivantes doivent être réunies: les autorités compétentes seront habilitées à demander au détenteur d'un droit tout renseignement, à tout moment; l'importateur sera avisé de la suspension dans les moindres délais; et les agents publics ne seront dégagés de leur responsabilité que dans les cas où ils auront agi ou eu l'intention d'agir de bonne foi. Article 58	<p><i>Ordonnance de 1995 sur les procédures de jugement des affaires de violations administratives:</i></p> <p>Les bureaux des douanes sont habilités à saisir ou à traiter, de leur propre initiative, les marchandises importées ou exportées contrefaites.</p> <p>La législation et les règlements en vigueur ne prévoient pas l'exemption de responsabilité des agents publics dans le cas où ils agissent de mauvaise foi.</p> <p>Des dispositions détaillées sur la compétence et la responsabilité des agents publics dans ce contexte seront promulguées dans les Circulaires conjointes sur les mesures à la frontière (2002).</p>
Les autorités compétentes sont habilitées à ordonner la destruction ou la mise hors circuit, autrement que par réexportation, des marchandises portant atteinte à un droit, le cas échéant. Article 59	<p>Le Décret gouvernemental n° 12/1999/ND-CP du 6 mars 1999 sur les mesures administratives applicables en cas de violations dans le domaine de la propriété industrielle et la Circulaire n° 825/2000/TT-BKHCNMT du Ministère des sciences, de la technologie et de l'environnement, datée du 3 mai 2000, prévoyant des lignes directrices pour la mise en œuvre dudit décret, disposent que les autorités compétentes sont habilitées à ordonner la destruction des marchandises contrefaites ou leur mise hors circuit par d'autres moyens.</p> <p>Des dispositions détaillées interdisant la réexportation des marchandises portant atteinte à un droit dans certains cas seront promulguées dans les Circulaires conjointes sur les mesures à la frontière (2002).</p>

Accord sur les ADPIC	Viet Nam
Moyens de faire respecter les droits	
Les Membres sont autorisés à exempter de l'application des dispositions relatives aux mesures à la frontière les marchandises contrefaites sans caractère commercial contenues en petites quantités dans les bagages personnels ou expédiées en petits envois. Article 60	<p>Le Décret gouvernemental n° 63/CP du 24 octobre 1996 sur les règlements détaillés concernant la propriété industrielle (articles 34 et 52.1.a) dispose que l'importation de produits contrefaits à des fins non commerciales ne doit pas être considérée comme une violation des droits de propriété industrielle.</p> <p>L'article 760 du Code civil dispose que l'usage à des fins non commerciales qui n'entrave pas l'exploitation normale des œuvres et ne porte pas une atteinte injustifiée aux intérêts légitimes de l'auteur ne doit pas être considéré comme une violation des droits d'auteur.</p>
- Procédures pénales	
Des procédures et des peines pénales seront prévues, de manière à dissuader les actes délibérés de contrefaçons de marque de fabrique ou de commerce ou de piratage portant atteinte à un droit d'auteur, commis à une échelle commerciale. Les procédures pénales pourront être étendues à d'autres actes portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle, lorsqu'ils sont commis délibérément et à une échelle commerciale. Article 61	<p>Au titre du Code pénal de 1999, constituent des crimes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la violation de droits d'auteur (article 131); - la production et la commercialisation de contrefaçons (article 156); - la tromperie envers les consommateurs (article 162); - la publicité mensongère (article 168); - la violation des droits de propriété industrielle (article 171).